

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/GEN/872
10 septembre 2008

(08-4247)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

ATELIER SPS/FANDC/OCDE SUR LES BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE COOPÉRATION TECHNIQUE DANS LE DOMAINE SPS

Des recherches ont été financées par le FANDC pour examen à l'atelier sur les bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, organisé conjointement par le Comité SPS, le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Genève le 6 octobre 2008.

Les recherches effectuées pour le FANDC s'appuient sur les réponses fournies par les Membres de l'OMC et les points de contact du Comité d'Aide au développement de l'OCDE à la suite d'une demande de renseignements sur les bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS distribuée au Comité SPS dans les documents G/SPS/GEN/816 et G/SPS/GEN/816/Add.1 et dans laquelle il était demandé aux Membres d'identifier un ou plusieurs projets d'assistance technique dans le domaine SPS qui pourraient être considérés comme des exemples de bonnes pratiques dans une ou plusieurs des régions suivantes: Amérique centrale, Afrique orientale et sous-région du delta du Grand Mékong.¹ Au total, 24 projets ont été désignés par 19 organismes en réponse à cette demande.

Des recherches approfondies ont été menées par une équipe de trois consultants, MM. Jason Hafmeister, Spencer Henson et Cornelis van der Meer, sur les projets désignés comme exemples de bonnes pratiques en réponse à la demande formulée dans le document G/SPS/GEN/816.

Le rapport présenté ci-joint a été établi par M. Kees van der Meer. Il contient une étude des projets présentés comme des exemples de bonnes pratiques dans la sous-région du Grand Mékong.

Il a été établi sous l'entière responsabilité du consultant et est sans préjudice des vues du Secrétariat de l'OMC, des positions des Membres ou des droits et obligations de ceux-ci dans le cadre de l'OMC.

¹ Les pays suivants ont été inclus dans la recherche: Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama pour l'Amérique centrale; Kenya, Ouganda et Tanzanie pour l'Afrique orientale; et Cambodge, République démocratique populaire lao et Viet Nam pour la sous-région du delta du Grand Mékong.

**Bonnes pratiques en matière de coopération
technique dans le domaine SPS**

**Sous-région du Grand Mékong:
Cambodge, République démocratique populaire lao
et Viet Nam**

Recherche effectuée pour le Fonds pour l'application des
normes et le développement du commerce

Kees van der Meer
Laura L. Ignacio

Septembre 2008

Ce rapport a été établi pour l'atelier FANDC/OCDE sur les bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS organisé le 6 octobre 2008 à Genève. Les vues qui y sont exprimées sont uniquement celles de l'auteur et n'engagent en rien le FANDC, ses agences partenaires ou ses donateurs.

Table des matières

	<u>Page</u>
Synthèse	vii
I. BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE COOPÉRATION TECHNIQUE DANS LE DOMAINE SPS.....	1
Introduction.....	1
Renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires dans le cadre de la coopération en matière de développement.....	1
II. APERÇU DES PROJETS ÉTUDIÉS.....	5
Méthodologie	5
Aperçu des projets.....	6
Aperçu des résultats de l'enquête réalisée à l'aide du questionnaire (G/SPS/GEN/816).....	9
III. PARAMÈTRES DES BONNES PRATIQUES POUR CE QUI EST DE FOURNIR ET DE RECEVOIR UNE COOPÉRATION TECHNIQUE DANS LE DOMAINE SPS.....	14
Importance de la capacité d'absorption	14
Paramètres des bonnes pratiques relatives à la préparation et à la conception des projets.....	15
Paramètres des bonnes pratiques relatives à la mise en œuvre	19
Paramètres des bonnes pratiques relatives aux projets régionaux	21
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	23
Annexe 1: Renseignements sur les six projets à l'examen	26
Annexe 2: Liste des personnes interrogées	42
Références.....	44

Abréviations et acronymes

AFTA	Zone de libre-échange de l'ANASE
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
AT	Assistance technique
AusAID	Agence australienne pour le développement international
BAoD	Banque asiatique de développement
BM	Banque mondiale
BPM	Bonne pratique manufacturière
CCIV	Chambre de commerce et d'industrie du Viet Nam
CE	Commission européenne
CI	Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés
CLMV	Cambodge, RDP lao, Myanmar, Viet Nam
CLV	Cambodge, RDP lao, Viet Nam
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DAFF	Ministère de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture
DANIDA	Agence danoise de développement international
DISM	Ministère de la propriété intellectuelle, de la normalisation et de la métrologie, RDP lao
DOLF	Ministère de l'économie animalière et de la pêche
ETV2	Programme européen d'assistance en faveur du Viet Nam (2 ^{ème} programme)
FA	Fièvre aphteuse
FANDC	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FDC	Fonds pour le développement du commerce
FDD	Ministère de l'alimentation et des médicaments
FDQCC	Centre de contrôle qualité de l'alimentation et des médicaments
FIBOZOPA	Parasites zoonotiques transmis par le poisson
FSPS	Programme de soutien au secteur de la pêche
FZP	Parasites zoonotiques transmis par le poisson
HACCP	Analyse des risques aux points critiques
HPAI	Virus de la grippe aviaire hautement pathogène
ISC	Département industriel des normes du Cambodge
ISO	Organisation internationale de normalisation
IVM	Institut vietnamien de métrologie
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
MAF	Ministère de l'agriculture et de la sylviculture, RDP lao
MARD	Ministère de l'agriculture et du développement rural
MDN	Maladie de Newcastle (pseudopeste aviaire)
MIME	Ministère de l'industrie, de l'exploitation minière et de l'énergie, Cambodge
MOH	Ministère de la santé
MOST	Ministère des sciences et de la technologie, Viet Nam
MUTRAP	Projet d'assistance multilatérale dans le domaine du commerce
NAFIQAD	Département national chargé de l'assurance qualité en matière d'agriculture, de sylviculture et de pêche
NAFIQAVED	Direction nationale des services vétérinaires et de l'assurance qualité en matière de pêche
NAHC	Centre national de la santé animale
NMEQ	Normes, métrologie, essais et qualité
NORAD	Agence norvégienne de coopération pour le développement
NSTA	Autorité nationale chargée des sciences et des technologies
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIE	Organisation mondiale de la santé animale

OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OTC	Obstacles techniques au commerce
PCT	Projet de coopération technique
PI	Point d'information
PPC	Peste porcine classique
PPC	Centre de protection des végétaux, RDP lao
PQ	Phytoquarantaine
QUATEST	Centre d'assurance qualité et d'essai
RDP lao	République démocratique populaire lao
SEAFMD	Programme de lutte contre la fièvre aphteuse en Asie du Sud-Est
SECO	Secrétariat d'État à l'économie, Suisse
SGM	Sous-région du Grand Mékong, incluant le Cambodge, la Chine (province du Yunnan et région autonome de Guangxi Zhuang), le Myanmar, la RDP lao, la Thaïlande et le Viet Nam
SPS	Sanitaire et phytosanitaire
SPSCBP	Programme de renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires
STAMEQ	Direction des normes, de la métrologie et de la qualité
UCR	Unité de coordination régionale
UE	Union européenne
USDA	Ministère de l'agriculture des États-Unis
VINALIVESCO	Viet Nam National Livestock Corporation

Devises

1 dollar EU (\$EU) = 1,1343 AUD
1 AUD = 0,8816 \$EU

1 dollar EU (\$EU) = 0,6793 €
1 € = 1,472 \$EU

1 dollar EU (\$EU) = 114 ¥
1 ¥ = 0,00877 \$EU

1 dollar EU (\$EU) = 5,0753 DKr
1 DKr = 0,197 \$EU

Remarque: Les taux de change sont ceux de fin 2007.
Source: Statistiques financières internationales du FMI.

SYNTHÈSE

L'objectif du présent travail de recherche est d'identifier de bonnes pratiques en matière de fourniture et de réception de coopération technique dans le domaine SPS dans les pays de la sous-région du Grand Mékong (SGM), à savoir le Cambodge, la République démocratique populaire lao et le Viet Nam. Le financement de cette recherche a été assuré par le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) dans le cadre de sa collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) au titre du suivi de l'Aide pour le commerce.

Assistance dans le domaine SPS et coopération en matière de développement

Le renforcement des capacités dans le domaine SPS est un secteur relativement nouveau de la coopération pour le développement. Il est nécessaire de tirer les leçons de l'expérience acquise et de progresser vers un consensus sur les solutions qui fonctionnent et sur ce qui constitue de bonnes pratiques. Pour l'instant, il n'existe pas d'évaluation globale spécifique à l'assistance dans le domaine SPS. Toutefois, certaines conclusions d'évaluations menées récemment sur des projets de facilitation des échanges ainsi que sur des projets d'assistance technique en matière d'innocuité sanitaire des produits alimentaires, de santé animale et de préservation des végétaux sont également pertinentes pour l'assistance dans le domaine SPS.

La qualité et la pertinence de l'assistance technique (AT) pour le renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires pourraient bénéficier d'un meilleur usage des cadres généraux concernant les objectifs et l'efficacité de la coopération pour le développement, et en particulier:

- *La Déclaration du Millénaire des Nations Unies et des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) (2000)*
- *La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005) et*
- *L'analyse de l'assistance liée au commerce réalisée par l'OCDE (2007)*

Le renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires peut fortement contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. En renforçant la capacité de préservation des végétaux et de la santé animale ainsi que l'innocuité sanitaire des produits alimentaires, l'assistance dans le domaine SPS peut entraîner une augmentation des revenus de l'emploi dans le secteur productif et contribuer ainsi à réduire la pauvreté et la faim (OMD n° 1). L'amélioration de l'innocuité sanitaire des produits alimentaires dans les pays en développement contribue à la réduction de la mortalité infantile (OMD n° 4) et de l'incidence des principales maladies (OMG n° 6). L'assistance apportée aux pays en développement pour leur permettre de se conformer aux prescriptions SPS internationales et d'augmenter leurs exportations de produits alimentaires et agricoles à destination des marchés des pays développés contribue à l'objectif qui consiste à poursuivre la mise en place d'un système commercial ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire (OMD n° 8).

Méthodologie

En janvier 2008, un questionnaire d'enquête élaboré conjointement par le FANDC et le Secrétariat de l'OCDE a été distribué aux Membres de l'OMC ainsi qu'aux points de contact du Comité d'Aide au développement de l'OCDE. Il leur y était demandé de désigner des projets qu'ils considéraient comme des exemples de bonnes pratiques et de fournir des informations sur les aspects suivants: pertinence, efficacité, efficience, incidences et viabilité.

Projets

En ce qui concerne la sous-région du Grand Mékong, dix projets ont été désignés comme exemples de bonnes pratiques (voir le tableau 1 ci-dessous). Ils couvraient des domaines importants en matière SPS et notamment l'innocuité sanitaire des produits alimentaires, la préservation des végétaux et de la santé animale, les points d'information en matière SPS ainsi que des aspects touchant aux normes, à la métrologie, aux essais et à la qualité (NMEQ). Dans certains de ces projets, les questions SPS n'étaient que l'un des nombreux problèmes que tentait de régler le projet. Ainsi par exemple, pour les projets MUTRAP II et NMEQ, les questions SPS ne constituent qu'une petite partie de projets plus vastes. Le projet FIBOZOPA répond à des préoccupations de santé publique nationale et non à des problèmes d'accès aux marchés. La formation au traitement thermique de la mouche du fruit désignée par la JICA faisait partie d'un projet de coopération technique (PCT) plus vaste portant sur les techniques de lutte contre l'infestation des pitayas par la mouche du fruit et l'ensemble du PCT a été inclus également.

Trois des dix projets (SPSCBP, SEAFMD et NORAD-ONUDI) ont un caractère régional. Le Viet Nam est bénéficiaire de huit des dix projets. Le Cambodge a participé à trois projets régionaux et mis en œuvre deux projets nationaux autonomes. La RDP lao a participé à trois projets régionaux.

Parmi les dix projets désignés en réponse à l'enquête, six ont été sélectionnés (projets 1 à 6 mentionnés dans le tableau 1 ci-dessous) en vue de procéder à des recherches plus approfondies. Des renseignements supplémentaires ont été collectés à partir d'entretiens menés avec les donateurs, les agences d'exécution et les bénéficiaires des projets au Cambodge, en RDP lao et au Viet Nam.

Tableau 1. Projets désignés comme des exemples de bonnes pratiques en réponse à l'enquête OMC/OCDE

1.	Phase I d'un projet de la NORAD et de l'ONUDI visant à soutenir l'accès aux marchés et la facilitation des échanges dans les pays du delta du Mékong par le renforcement des capacités institutionnelles et nationales liées aux NMEQ <i>Projet en matière de NMEQ destiné au Cambodge, à la RDP lao et au Viet Nam</i>
2.	Projet du SECO et de l'ONUDI visant à soutenir l'accès du Viet Nam aux marchés par le renforcement des capacités en matière de métrologie, d'essais et d'évaluation de la conformité <i>Projet en matière de NMEQ destiné au Viet Nam</i>
3.	Programme de lutte contre la fièvre aphteuse en Asie du Sud-Est (SEAFMD) organisé par l'AusAID et l'OIE <i>Projet de préservation de la santé animale destiné aux pays d'Asie du Sud-Est</i>
4.	Projet d'assistance multilatérale dans le domaine du commerce au Viet Nam II (MUTRAP II) organisé par la CE <i>Projet lié à l'accession du Viet Nam à l'OMC et à l'Accord SPS/OTC conclu par ce pays</i>
5.	Projet de lutte contre les parasites zoonotiques transmis par le poisson (FIBOZOPA) organisé par la DANIDA <i>Projet relatif à l'innocuité sanitaire des produits alimentaires, destiné au Viet Nam</i>
6.	Phytoquarantaine II – Traitement thermique destiné à lutter contre l'infestation par la mouche du fruit, organisé par la JICA <i>Projet de préservation des végétaux destiné au Viet Nam</i>
7.	Programme de renforcement des capacités en matière sanitaire et phytosanitaire (SPSCBP) organisé par l'AusAID <i>Projet comportant des volets liés à la préservation des végétaux et de la santé animale, destiné aux pays de l'ANASE</i>
8.	Projet relatif aux zoonoses et maladies animales ayant un effet sur le commerce au Viet Nam, organisé par le SECO <i>Projet relatif à la santé animale et à l'amélioration de l'innocuité sanitaire des produits alimentaires, destiné au Viet Nam</i>
9.	Projet de suivi de l'atelier régional de diagnostic en laboratoire organisé par l'USDA <i>Projet de préservation de la santé animale destiné au Cambodge</i>
10.	Projet d'évaluation du coût des mesures visant à assurer l'innocuité sanitaire des produits agroalimentaires et le respect des normes SPS, organisé par la CNUCED <i>Projet général relatif aux mesures SPS destiné au Cambodge</i>

Source: Réponses à la demande de renseignements formulée dans le cadre du document G/SPS/GEN/816.

Capacité d'absorption

La capacité d'absorption d'un pays constitue un facteur essentiel de la réussite de la mise en œuvre des projets de renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires et est bien souvent à l'origine des différences observées dans les résultats obtenus par les différents pays participant à un projet régional – un projet qui produit de bons résultats pour un pays pourra en produire de moins bons pour un autre pays disposant d'une moindre capacité d'absorption. Les petits pays éprouvent des difficultés à mobiliser une masse critique suffisante de ressources financières et humaines pour les institutions et les opérations spécialisées nécessaires à la gestion des mesures SPS. Les contraintes en termes de ressources humaines s'étendent souvent aux compétences en matière d'analyse et de gestion politiques. Un meilleur développement économique peut contribuer à surmonter certaines de ces contraintes. Toutefois, il faut du temps pour que certains facteurs ayant une influence sur la capacité d'absorption, tels que la gouvernance ou l'organisation institutionnelle, évoluent. Ainsi, les bonnes

pratiques doivent être étudiées au regard de la capacité d'absorption d'un pays. La principale conclusion qui découle de cette approche est qu'il convient de bien prendre en compte la capacité d'absorption d'un pays pour concevoir et mettre en œuvre un projet.

Conception du projet

Un temps suffisamment long doit être consacré à la préparation du projet, qui doit être minutieuse et transparente et prévoir une large participation et une évaluation des besoins. En tout premier lieu, la préparation des projets SPS nécessite d'opérer une évaluation des besoins dans une perspective publique plus large que le seul intérêt des organismes gouvernementaux et des entreprises et secteurs privés spécifiques qui constituent éventuellement la cible immédiate du projet.

Un projet bien conçu pourra être mis en œuvre plus facilement. Un bon cadre logique constitue un attribut important pour un projet car cela facilite le suivi et l'évaluation ultérieurs sur la base des résultats, des activités et des indicateurs établis. La taille et la durée des projets doivent en principe dépendre de la complexité des problèmes à résoudre. Généralement, le renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires dans les pays en développement, en particulier si cela implique le recours à des laboratoires, des cadres juridiques et des institutions, est un processus de longue haleine qui nécessite dialogue, développement politique, ajustements juridiques et institutionnels, formation technique et financement ininterrompu. Enfin, pour la plupart des projets, la mise en œuvre demeure prise en charge par les donateurs, des agences internationales et des consultants plutôt que par les destinataires en raison de la limitation des compétences techniques et de gestion dans les organismes destinataires, de la pression poussant à dépenser rapidement les fonds reçus ou de la peur d'utiliser les ressources à mauvais escient. En termes de bonnes pratiques, il en découle notamment les conclusions suivantes:

- La préparation du projet doit être minutieuse et comprendre des consultations avec les bénéficiaires et les contreparties afin de clarifier les rôles et les responsabilités et de préparer la mise en œuvre du projet par le destinataire.
- L'évaluation des besoins devrait être réalisée dans une perspective d'intérêt public (OMD) dépassant le seul intérêt des services et entreprises privées directement concernés par le projet.
- L'évaluation de la pertinence du projet constitue un aspect important de l'évaluation des besoins.
- Les bénéficiaires devraient être impliqués dans la conception du projet.
- La préparation du projet doit être transparente.
- Intégrer un cadre logique au stade de la conception du projet permet d'améliorer la gestion fondée sur les résultats dans le cadre de la mise en œuvre des projets de renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires et facilite le suivi et l'évaluation.
- Aide au développement, gestion de projet et expertise technique doivent constituer les ingrédients équilibrés de la conception du projet.
- La dimension, l'étendue et la durée d'un projet devraient être suffisamment adaptées à la complexité des problèmes à résoudre.
- La coordination des donateurs doit être assurée.

- À chaque fois que cela est possible, les projets devraient être mis en œuvre par les autorités nationales, afin de favoriser la propriété et l'apprentissage.

Mise en œuvre du projet

Pendant la phase de mise en œuvre d'un projet, les paramètres de bonnes pratiques importants sont la souplesse, la transparence, le suivi et l'évaluation, l'intégration de la formation et la fourniture d'équipements et d'une formation à la gestion. Dans la plupart des projets désignés, des ajustements ont été apportés au budget ou à la durée du projet afin d'atteindre les objectifs fixés. Pour les projets impliquant des compétences de laboratoire, la stratégie combinant tout à la fois fourniture de l'équipement et de la formation et renforcement des capacités institutionnelles constitue un paramètre capital. Le suivi et l'évaluation sont quant à eux d'importants facteurs pour la responsabilité, la transparence, les réactions concernant la gestion et la formation continue. Les leçons qui en découlent en termes de bonnes pratiques sont notamment les suivantes:

- La mise en œuvre des projets doit bénéficier d'une certaine souplesse.
- La transparence doit être favorisée en ce qui concerne les décisions importantes et l'attribution des budgets et des mécanismes efficaces de communication avec les parties prenantes doivent être créés.
- L'implication active des parties prenantes, et en particulier du secteur privé, est cruciale pour l'efficacité et la viabilité à long terme des projets.
- Le soutien à la formation, le développement des capacités institutionnelles et la fourniture d'équipements doivent être combinés dans des projets pratiques intégrés.
- Pour la responsabilité, la transparence et l'amélioration continue du projet, il est important d'incorporer au projet un système de suivi et d'évaluation fondé sur le cadre logique du projet et d'allouer suffisamment de ressources aux activités de suivi et d'évaluation.
- Une formation à la gestion doit être intégrée aux projets de renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires, en particulier dans les pays ayant une faible capacité d'absorption.
- Pouvoir réglementaire et fourniture des services doivent être séparés.

Chacun des projets désignés contribue explicitement ou implicitement à certains des objectifs souhaitables de plus haut niveau que sont la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la santé humaine et de l'accès aux marchés, bien qu'avec une efficacité diverse. Les projets sont également conformes aux stratégies de développement nationales.

Niveau régional

L'approche régionale est le bon niveau pour traiter les problèmes transfrontières tels que la gestion des risques en matière de préservation des végétaux et de la santé animale et l'harmonisation nécessaire à l'intégration économique. La réalisation d'actions collectives dans les domaines de la coopération économique, de la promotion du commerce et de la gestion des risques transfrontières en matière de préservation des végétaux et de la santé animale et d'innocuité sanitaire des produits alimentaires produit des effets de synergie. Le modèle du SEAFMD s'est avéré constituer techniquement une bonne pratique et pourrait être appliqué, avec certaines adaptations, à d'autres maladies transfrontières si des ressources suffisantes sont disponibles et que les projets sont

réalisables d'un point de vue économique. Toutefois, ces projets nécessitent de longues périodes de préparation et de prise de décision et sont relativement coûteux. Par ailleurs, la différence des besoins, des bénéfices potentiels et de la capacité d'absorption des différents participants est source de complications. En général, en ce qui concerne les activités qui répondent à des capacités et à des besoins nationaux spécifiques, on obtient le meilleur rapport qualité/prix en les mettant en œuvre dans le cadre de projets nationaux autonomes, en raison des différences de capacité. Ces différences peuvent toutefois être atténuées par des formations fournies par les pays les plus avancés de la région concernée. Par conséquent, il convient d'être sélectif dans la détermination de la cible des projets régionaux. En termes de bonnes pratiques, il en résulte notamment les leçons suivantes:

- Le renforcement des capacités doit autant que possible être mené au niveau national, tandis que les stratégies régionales doivent être concentrées sur des domaines particuliers d'interaction et d'interdépendance entre les pays.
- Les pays les plus avancés d'une région doivent offrir une formation au personnel des pays voisins moins avancés.

Conclusions

Les bonnes pratiques susceptibles d'être reproduites sont celles qui permettent de bien concevoir et de mettre en œuvre efficacement les projets. Le besoin de renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires est très fluctuant d'un pays à l'autre et dépend de nombreux facteurs et, pour déterminer l'assistance adaptée à un pays, il convient de tenir compte de ses capacités d'absorption. Les projets mis en œuvre au Viet Nam sont apparus mieux adaptés aux besoins et aux capacités d'absorption du pays que ceux du Cambodge et de la RDP lao, ce qui a contribué à ce qu'ils donnent lieu à un moins grand nombre de problèmes en termes de viabilité et d'efficacité. En ce qui concerne la fourniture et la réception de l'assistance technique dans le domaine SPS, les principales conclusions qui en découlent sont les suivantes:

- Les activités transversales peuvent contribuer de manière significative au renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires.
- Le niveau d'engagement et d'implication des bénéficiaires, y compris leur soutien politique, contribue au succès du projet.
- Le besoin d'assistance technique de bonne qualité et bien ciblée est très important.

I. BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE COOPÉRATION TECHNIQUE DANS LE DOMAINE SPS

Introduction

1. Cette étude est menée dans le cadre d'une recherche sur les bonnes pratiques en matière de fourniture et de réception de coopération technique dans le domaine SPS organisée par le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). L'objectif de cette recherche est d'étudier l'impact et l'efficacité de l'assistance technique dans le domaine SPS et d'identifier les bonnes pratiques qui pourraient être reproduites ailleurs.

2. Cette recherche sur les bonnes pratiques s'appuie sur des travaux de recherche et des consultations régionales antérieurs, qui ont été menés en Afrique occidentale, dans les Caraïbes et dans la sous-région du Grand Mékong dans le cadre de l'initiative "Aide pour le commerce" en vue de synthétiser les résultats des évaluations existantes en matière de capacités sanitaires et phytosanitaires, d'établir un inventaire de l'assistance technique et d'identifier les manques et priorités qui ne sont pas encore traités. Son objectif est d'identifier des éléments constituant des bonnes pratiques au niveau de la conception, de la mise en œuvre et des résultats des projets et la réalisation d'objectifs plus importants à travers lesdits projets qui pourraient être appliqués dans de futures activités. En aucun cas la présente étude ne saurait être analysée en une évaluation des projets examinés.

3. La seconde partie de ce chapitre est consacrée à l'étude des projets de renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires dans le cadre de la coopération en matière de développement, et en particulier des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des principes énoncés dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement. Le chapitre 2 expose la méthodologie sur laquelle s'est appuyé le présent travail de recherche et fournit un aperçu des projets étudiés. Le chapitre 3 est un examen des paramètres des bonnes pratiques en matière de fourniture et de réception de l'assistance technique dans le domaine SPS. Enfin, le dernier chapitre est consacré aux conclusions et aux recommandations.

Renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires dans le cadre de la coopération en matière de développement

4. L'objectif du renforcement des capacités dans le domaine SPS est de permettre aux pays de bénéficier pleinement de leur participation au système multilatéral de commerce international fondé sur des règles établies par l'OMC. Parmi les avantages liés à ce système, on peut notamment citer la création d'emplois, l'augmentation des revenus et l'amélioration de la santé publique.

5. Le renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires est un domaine relativement nouveau de la coopération en matière de développement. L'assistance technique dans le domaine SPS met à profit les travaux antérieurs menés dans le domaine de l'innocuité sanitaire des produits alimentaires et de la préservation des végétaux et de la santé animale. Mais elle va plus loin que cela. Elle vise également à fournir aux bénéficiaires des outils leur permettant de saisir avec succès les possibilités commerciales que leur ouvrent les Accords de l'OMC ainsi que d'autres accords commerciaux bilatéraux et régionaux. Les thèmes touchant au domaine sanitaire et phytosanitaire sont transversaux et nécessitent souvent l'expertise de plusieurs professions et disciplines, c'est pourquoi il est nécessaire de tirer les leçons des expériences récentes et de travailler à la formation d'un consensus sur les solutions qui fonctionnent et sur ce qui constitue de bonnes pratiques.

6. Ce rapport étudie le renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires dans le cadre de la coopération en matière de développement officielle.² Toutefois, étant donné sa nature spécialisée, le renforcement des capacités dans le domaine SPS est souvent un peu isolé des grands courants de coopération en matière de développement. Il est important d'améliorer le statut du renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires auprès des pays, de mieux faire comprendre les liens et les synergies entre les activités dans le domaine SPS et l'assistance technique dans d'autres domaines (agriculture, commerce, santé, etc.), de mieux intégrer l'assistance dans le domaine SPS dans les stratégies politiques globales de développement et d'en évaluer les performances dans le cadre de la coopération en matière de développement (voir encadré 1).

7. Il n'existe pas d'évaluation globale spécifique à l'assistance dans le domaine SPS, mais il existe toutefois des évaluations générales pertinentes de projets de facilitation des échanges (*analyse de l'assistance liée au commerce réalisée par l'OCDE*, voir encadré 1). Bien que ces évaluations ne concernent pas spécifiquement le domaine SPS, leur cadre analytique et les conclusions générales auxquelles elles aboutissent constituent des outils précieux pour évaluer les bonnes pratiques en matière d'assistance technique dans le domaine SPS. Certes, il y aura très probablement des différences entre le domaine SPS et d'autres domaines de la facilitation des échanges liées aux caractéristiques techniques de la santé humaine et de l'hygiène agricole et à la spécificité des institutions impliquées, mais il existera également des conclusions communes qu'il conviendra de prendre en considération et qui relient ces études à une perspective plus vaste.

8. *Bons projets et bonnes pratiques* On peut juger un projet à l'aune de ses résultats et par la manière dont il est exécuté. Les critères qui caractérisent un bon projet sont qu'il produit les résultats escomptés et que sa mise en œuvre est d'un bon rapport qualité/prix. Le critère le plus fondamental est qu'un projet produise les résultats souhaités. Une bonne pratique est une pratique efficace et efficiente débouchant sur l'obtention des résultats escomptés. Par exemple, une bonne évaluation des besoins en formation produit des résultats (des compétences) pour lesquels il existe des débouchés sur le marché du travail. Dans la plupart des cas, de véritables besoins sont ciblés, mais l'efficacité des projets dépend toujours fortement de la manière dont ils sont mis en œuvre. Une bonne conception et une bonne gestion du projet peuvent permettre d'éviter les retards d'exécution et de fournir très efficacement les résultats escomptés aux bénéficiaires.

9. Le renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires peut contribuer à la réalisation de plusieurs des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui sont les objectifs primordiaux de la coopération en matière de développement adoptés par les Nations Unies. La contribution la plus importante du renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires aux OMD est la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim (OMD n° 1) par l'augmentation des revenus issus de l'emploi dans le secteur productif. L'amélioration de l'innocuité sanitaire des produits alimentaires dans les pays en développement peut contribuer à réduire la mortalité infantile (OMD n° 4) et l'incidence des principales maladies (OMD n° 6). Les capacités sanitaires et phytosanitaires permettent également aux pays de commercialiser leurs produits alimentaires et agricoles, ce qui contribue à l'expansion d'un système commercial ouvert (OMD n° 8).

² Certains des fournisseurs préfèrent parler d'assistance technique et non se considérer comme des organismes de développement.

Encadré 1. Assistance dans le domaine SPS dans le cadre de la coopération en matière de développement

Les éléments suivants sont particulièrement pertinents pour examiner la qualité et la pertinence de l'assistance dans le domaine SPS:

La Déclaration du Millénaire des Nations Unies et les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) (2000)

Les OMD constituent pour la coopération en matière de développement des objectifs mesurables et assortis d'une échéance. La question de savoir comment le renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires peut généralement contribuer à atteindre ces objectifs est pertinente pour examiner les bonnes pratiques.

La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005)

Les principes énoncés dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement: *appropriation, harmonisation, alignement et responsabilité mutuelle* expriment les engagements des donateurs et des bénéficiaires quant à la manière dont la coopération en matière de développement devrait être mise en œuvre. Ces engagements comportent un certain nombre de critères et de principes qui ont une importance directe pour évaluer les bonnes pratiques dans les projets de renforcement des capacités: pertinence, efficacité, efficience, répercussions et viabilité à long terme. Pour évaluer les bonnes pratiques en matière de renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires, on peut mettre en avant les critères de bonne pratique suivants:

- Appropriation par le pays destinataire, mise en œuvre par le pays destinataire
- Assistance des donateurs intégrée dans des cadres nationaux
- Harmonisation des efforts des donateurs
- Gestion fondée sur les résultats
- Responsabilité mutuelle et transparence

L'analyse de l'assistance liée au commerce réalisée par l'OCDE (2007)

En s'appuyant sur les principes énoncés dans la Déclaration de Paris, l'analyse de l'assistance liée au commerce réalisée par l'OCDE évalue le soutien au développement lié au commerce, dont le volume et la valeur sont en forte augmentation, et a ainsi identifié plusieurs faiblesses. D'après un récent examen de l'évaluation des besoins dans le domaine SPS (Van der Meer, 2007), plusieurs des faiblesses identifiées pourraient également s'appliquer au renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires au Cambodge, en RDP lao et au Viet Nam. Parmi les principaux points, citons les suivants:

- l'évaluation des besoins est généralement insatisfaisante et cela se répercute sur l'efficacité des efforts menés pour renforcer les capacités;
- la mise en œuvre du renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires semble être réalisée à l'écart de projets de développement plus vastes;
- la mission des agences d'aide au développement consiste généralement à promouvoir la réduction de la pauvreté, mais il conviendrait de prêter une plus grande attention au lien qui existe entre renforcement des capacités commerciales et lutte contre la pauvreté; et
- les donateurs sont peu coordonnés.

Sources: OCDE 2005; OCDE 2006; et OCDE 2007.
<http://www.un.org/millenniumgoals/index.html#>

10. Le renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires peut contribuer à la réduction de la pauvreté (OMD n° 1) de plusieurs manières:

- Un meilleur accès aux marchés permet, par la participation à la production destinée à l'exportation, de créer plus d'emplois et de revenus dans le secteur productif pour les exploitants agricoles et pour les personnes à la recherche d'un emploi.
- Une lutte plus efficace contre les parasites et les maladies des végétaux et des animaux débouchera sur un meilleur état de préservation des produits agricoles et sur une réduction des pertes de stock et de production. L'offre de produits alimentaires sera donc plus abondante et moins chère pour les consommateurs et les personnes engagées dans la production et l'exportation des produits agricoles bénéficieront de revenus plus importants.
- L'amélioration de l'innocuité sanitaire des produits alimentaires se traduira par une meilleure santé de la population. Cela contribue au bien-être net par la réduction des coûts de traitement des maladies humaines et du nombre de jours de travail improductifs ou perdus.
- Une lutte plus efficace contre les parasites et les maladies des végétaux et des animaux et une meilleure innocuité sanitaire des produits alimentaires peuvent être indispensables à la création d'un revenu net par la participation à des marchés haut de gamme et la création de valeur ajoutée dans la chaîne logistique.

11. Le renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires ne se produit pas spontanément. Dans bien des cas, il doit être précédé d'une meilleure prise de conscience, parmi les bénéficiaires, les parties prenantes et les décideurs de haut niveau, de l'importance des capacités sanitaires et phytosanitaires et de leur contribution potentielle à la réalisation d'objectifs plus élevés, tels que le commerce, l'emploi, l'augmentation des revenus du travail et des revenus des opérations de change, etc. Mais cette meilleure prise de conscience, bien que nécessaire à la réussite du renforcement des capacités, n'est pas une condition suffisante. Il faut également qu'il y ait une capacité de gestion en matière SPS adéquate:

- pour identifier les domaines dans lesquels le renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires aura un fort rendement et pour donner la priorité à ces domaines;
- pour concevoir des projets dans le domaine SPS;
- pour maintenir les infrastructures liées au domaine SPS; et
- pour mobiliser des ressources pour renforcer les capacités sanitaires et phytosanitaires.

12. Il est important de remarquer ici que les capacités sanitaires et phytosanitaires peuvent rarement permettre d'atteindre des objectifs de développement à elles seules; de nombreux autres facteurs contribuent également à la réalisation de ces objectifs et peuvent jouer un rôle plus important. Parmi ces facteurs, on peut citer par exemple un bon climat d'affaires, une bonne gouvernance, de bonnes infrastructures et de bonnes compétences humaines. Ignorer ces autres facteurs peut nuire à l'efficacité des efforts menés en matière de renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires.

II. APERÇU DES PROJETS ÉTUDIÉS

Méthodologie

13. En janvier 2008, le FANDC a demandé aux Membres de l'OMC ainsi qu'aux points de contact du Comité d'Aide au développement de l'OCDE d'identifier des projets d'assistance technique dans le domaine SPS qui sont considérés comme des exemples de bonnes pratiques et de fournir des renseignements sur lesdits projets (G/SPS/GEN/816). Le questionnaire d'enquête, élaboré conjointement par le FANDC et l'OCDE, reprend les critères du Comité d'Aide au développement de l'OCDE: pertinence, efficacité, efficience, répercussions et viabilité à long terme (voir encadré 1).

14. Onze agences internationales et organismes donateurs ont désigné dix projets (voir tableau 2) au Cambodge, en RDP lao et au Viet Nam comme constituant des exemples de bonnes pratiques. Ainsi, les réponses aux questionnaires représentent le point de vue des agences internationales et des organismes donateurs. Les consultants et le FANDC ont ensuite sélectionné six projets parmi les dix désignés, afin qu'ils constituent la base d'un travail sur le terrain plus poussé dans chaque pays en vue de recueillir l'opinion des bénéficiaires. Le travail sur le terrain mené au Cambodge, en RDP lao et au Viet Nam a consisté en des entretiens avec les donateurs, les organismes chargés de l'exécution et les bénéficiaires³ sur divers aspects de la fourniture et de la réception de projets similaires aux thèmes abordés dans le questionnaire distribué aux organismes donateurs, afin de pouvoir étudier de manière plus approfondie les pratiques ayant conduit à une mise en œuvre efficace et à des résultats durables des projets.

15. Cette étude s'appuie sur les informations obtenues par les entretiens et les réponses aux questionnaires d'enquête, ainsi que sur d'autres documents pertinents et notamment sur des évaluations des projets et rapports annuels consacrés à ceux-ci (voir Références).

16. *Limites et contraintes du travail de recherche* Les déductions et conclusions du présent rapport sont fondées sur des éléments suffisamment probants. Toutefois, le caractère approfondi et la précision des informations collectées ont été parfois restreints par la limitation de l'étendue des projets désignés, du temps attribué à la conduite de la recherche, de la disponibilité des documents et du nombre d'entretiens qui ont pu être réalisés. Deux limites spécifiques rencontrées ont été les suivantes:

- De nombreuses personnes interrogées disposaient, pour diverses raisons, seulement d'informations partielles sur le projet et n'ont pu répondre qu'à un certain nombre de questions. Souvent elles n'avaient pas été impliquées dans toutes les étapes du projet et de ses composantes. Cela a été particulièrement le cas pour les projets de longue durée (projets de l'ONUDI et SEAFMD), les projets régionaux (SEAFMD, SPSCBP, ONUDI-NORAD) et pour les projets comportant de nombreuses et diverses composantes (MUTRAP II).
- Bien que les rapports d'évaluation à mi-parcours contiennent des informations très précieuses, ils concernent un projet dans son ensemble. Les conclusions qui y sont apportées sur diverses composantes d'un projet dans différents pays ne sont parfois pas suffisamment spécifiques pour une étude de cette nature. En outre, certains rapports d'évaluation datent d'il y a plusieurs années et il semble que certaines des prévisions qui y étaient faites ne se soient pas réalisées. Dans certains cas enfin (ONUDI et MUTRAP II), les activités dans le domaine SPS ne constituent qu'une petite composante d'un projet plus vaste et les conclusions de l'évaluation générale ne s'appliquent pas pleinement aux composantes spécifiques au domaine SPS.

³ La liste des personnes interrogées figure à l'annexe 2.

Aperçu des projets

17. Les questionnaires d'enquête ont reçu onze réponses désignant dix projets comme exemples de bonnes pratiques. Deux participants (l'OIE et l'AusAID) ont désigné le même projet (SEAFMD). Le tableau 2 fournit des informations générales sur les dix projets désignés.

18. **Thèmes du domaine SPS** Les dix projets désignés constituent un échantillon représentatif de la coopération technique dans le domaine sanitaire et phytosanitaire. Quatre des dix projets portaient sur la santé animale: lutte contre les maladies et gestion des maladies (SEAFMD), évaluation des risques (projet du SECO relatif aux zoonoses), diagnostic (projet de formation aux techniques de laboratoire de l'USDA) et gestion intégrée des risques de maladie (composante du SPSCBP). En ce qui concerne la préservation des végétaux, un projet concernait les techniques de phytoquarantaine en vue de la préservation des végétaux (JICA) et un projet portait sur la surveillance et le diagnostic des parasites (une autre composante du SPSCBP). Deux projets concernaient l'innocuité sanitaire des produits alimentaires, l'un sur les produits d'origine animale en général (projet du SECO relatif aux zoonoses) et l'autre sur les produits alimentaires issus du poisson (FIBOZOPA). Trois projets portaient sur les capacités de diagnostic ou sur les normes, la métrologie, les essais et la qualité (NMEQ) (projets NORAD-ONUDI et SECO-ONUDI et projet de formation aux techniques de laboratoire de l'USDA) et deux avaient un objet plus vaste – l'un portant sur l'accèsion à l'OMC (MUTRAP II) et l'autre étant une étude d'évaluation des besoins en matière sanitaire et phytosanitaire (projet de la CNUCED).

19. **Portée des projets en matière SPS** La teneur des projets en ce qui concerne le domaine SPS est variable. La portée des projets NMEQ concernant les questions sanitaires et phytosanitaires était limitée. De même, le projet MUTRAP II portait plus sur la politique commerciale et la promotion du commerce. Le projet FIBOZOPA semblait quant à lui principalement concentré sur des préoccupations internes de préservation des produits alimentaires liées à la consommation de poisson cru et non sur les questions d'accès aux marchés. Le problème des trématodes dans les produits issus du poisson ciblés par le projet est une préoccupation interne liée à la santé humaine; il n'existe pas de prescriptions internationales pour le poisson frais.⁴ Seuls les projets SEAFMD, SPSCBP et de la JICA portaient entièrement sur des questions sanitaires et phytosanitaires. Néanmoins, on peut également dégager des leçons de projets ou de composantes de projets ne concernant pas le domaine SPS dans la mesure où ils posent des problèmes de renforcement des capacités identiques.

20. **Projets nationaux et multinationaux** Le Viet Nam était impliqué dans huit des dix projets, dont cinq étaient des projets nationaux (projet de la JICA, projet FIBOZOPA, projet du SECO relatif aux zoonoses, projet MUTRAP II et projet SECO-ONUDI) et trois des projets régionaux (programme SPSCBP, projet SEAFMD et projet NORAD-ONUDI). Le Cambodge a participé à trois projets régionaux et bénéficié de deux projets nationaux: la formation aux techniques de laboratoire de l'USDA et le projet de la CNUCED. La RDP lao était impliquée dans trois projets régionaux.

21. Cette répartition est cohérente avec les conclusions d'études menées précédemment sur l'assistance dans le domaine SPS dans la région, selon lesquelles le Viet Nam est le principal bénéficiaire de cette assistance. Un aperçu de l'offre et de la demande d'assistance dans le domaine SPS dans la sous-région du delta du Grand Mékong établi par le FANDC estimait à 162 millions de dollars EU le montant de l'assistance reçue par le Viet Nam au cours de la période 2001 à 2006. Ce chiffre concerne uniquement l'assistance aux pays individuels et ne comprend pas les bénéfices que le Viet Nam a obtenus au titre de sa part des 200 millions de dollars EU d'assistance dont ont bénéficié au niveau régional les pays membres de l'ANASE (Ignacio 2007).

⁴ Les produits issus du poisson sont considérés comme sûrs après avoir été suffisamment cuits ou congelés à une température inférieure à 18°C.

22. *Types d'assistance* En ce qui concerne les principaux types d'assistance dans le domaine SPS (voir encadré 2), le projet MUTRAP II offrait une assistance en matière d'information et de formation. Trois projets (NORAD-ONUDI, SECO-ONUDI et SEAFMD) contribuaient à la mise en place de l'infrastructure matérielle. Six apportaient une aide à la mise en place de l'infrastructure de services, à savoir un renforcement des capacités en matière d'évaluation des risques (projet FIBOZOPA et projet du SECO relatif aux zoonoses), de compétences de laboratoire (projet de la JICA et projet de formation aux techniques de laboratoire de l'USDA), de création de zones exemptes de maladies (projet SEAFMD) et d'évaluation des besoins dans le domaine SPS (CNUCED).

Tableau 2. Projets désignés comme exemples de bonnes pratiques en matière d'assistance technique dans le domaine SPS

<p>1. Projet de soutien à l'accès aux marchés et à la facilitation des échanges en faveur des pays du delta du Mékong par le renforcement des capacités institutionnelles et nationales liées aux NMEQ, phase I (NORAD-ONUDI) <i>Donateur/agence internationale:</i> NORAD, ONUDI <i>Pays:</i> Cambodge, RDP lao et Viet Nam <i>Thèmes SPS:</i> NMEQ, OTC et SPS <i>Assistance:</i> Infrastructures matérielle et de services</p>	<p><i>Brève description:</i> Soutien global en matière de NMEQ, comprenant une évaluation initiale des carences, l'organisation de formations et d'ateliers et la fourniture d'équipements</p>
<p>2. Projet de soutien à l'accès aux marchés du Viet Nam par le renforcement des capacités en matière de métrologie, d'essais et d'évaluation de la conformité (SECO-ONUDI) <i>Donateur/agence internationale:</i> SECO, ONUDI <i>Pays:</i> Viet Nam <i>Thèmes SPS:</i> NMEQ, OTC et SPS <i>Assistance:</i> Infrastructures matérielle et de services</p>	<p><i>Brève description:</i> Soutien global aux capacités en matière de NMEQ, comprenant la fourniture d'équipements et d'installations et un soutien à l'obtention d'accréditations</p>
<p>3. Programme de lutte contre la fièvre aphteuse en Asie du Sud-Est (SEAFMD) <i>Donateur/agence internationale:</i> OIE, AusAID <i>Pays:</i> Cambodge, RDP lao, Viet Nam, Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Myanmar et Philippines <i>Assistance:</i> Infrastructures matérielle et de services</p>	<p><i>Thème SPS:</i> Santé animale <i>Brève description:</i> Mécanisme de coordination des services chargés de la santé animale des pays membres afin d'obtenir une réduction progressive de la FA et création de zones et compartiments exempts de maladie</p>
<p>4. Projet d'assistance multilatérale dans le domaine du commerce au Viet Nam II (MUTRAP II) <i>Donateur:</i> CE <i>Pays:</i> Viet Nam <i>Assistance:</i> Information, formation et infrastructure matérielle</p>	<p><i>Thèmes SPS:</i> Accession à l'OMC, Accord SPS/OTC <i>Brève description:</i> Assistance globale visant à permettre au Viet Nam de respecter ses engagements envers l'OMC, comportant un soutien important aux points d'information SPS/OTC</p>
<p>5. Projet de lutte contre les parasites zoonotiques transmis par le poisson (FIBOZOPA) <i>Donateur:</i> DANIDA <i>Pays:</i> Viet Nam <i>Thème SPS:</i> Innocuité sanitaire des produits alimentaires <i>Assistance:</i> Infrastructures matérielle et de services</p>	<p><i>Brève description:</i> Soutien à la coordination de la recherche sur les parasites zoonotiques transmis par le poisson comportant notamment l'octroi de bourses de recherche dans le cadre d'études universitaires et la fourniture d'équipements et d'installations</p>
<p>6. Phytoquarantaine II–Traitement thermique destiné à lutter contre l'infestation par la mouche du fruit (JICA) <i>Donateur:</i> JICA <i>Pays:</i> Viet Nam <i>Assistance:</i> Infrastructure de services</p>	<p><i>Thème SPS:</i> Préservation des végétaux <i>Brève description:</i> Formation de deux mois et demi dispensée par des experts japonais, dans des structures japonaises</p>
<p>7. Programme de renforcement des capacités en matière sanitaire et phytosanitaire (SPSCBP) <i>Donateur:</i> AusAID <i>Pays:</i> Cambodge, RDP lao, Viet Nam, Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Myanmar et Philippines</p>	<p><i>Thèmes SPS:</i> Préservation des végétaux et santé animale <i>Assistance:</i> Formation, infrastructure de services <i>Brève description:</i> Renforcement des capacités en matière de préservation des végétaux et de santé animale dans les pays de l'ANASE</p>
<p>8. Projet relatif aux zoonoses et maladies animales ayant un effet sur le commerce au Viet Nam (projet relatif aux zoonoses du SECO) <i>Donateur:</i> SECO <i>Pays:</i> Viet Nam <i>Assistance:</i> Infrastructure de services</p>	<p><i>Thèmes SPS:</i> Santé animale et innocuité sanitaire des produits alimentaires <i>Brève description:</i> Atelier consacré à la gestion des risques de maladies zoonotiques et animales</p>
<p>9. Projet de suivi de l'atelier régional de diagnostic en laboratoire (formation aux techniques de laboratoire de l'USDA) <i>Donateur:</i> USDA <i>Pays:</i> Cambodge <i>Assistance:</i> Infrastructure de services</p>	<p><i>Thème SPS:</i> Santé animale <i>Brève description:</i> Renforcement des capacités de diagnostic visant à renforcer la gestion des maladies animales et la lutte contre celles-ci</p>
<p>10. Projet d'évaluation du coût des mesures visant à assurer l'innocuité sanitaire des produits agroalimentaires et le respect des normes SPS (CNUCED) <i>Donateur:</i> CNUCED <i>Pays:</i> Cambodge <i>Assistance:</i> Infrastructure de services</p>	<p><i>Thème SPS:</i> Général <i>Brève description:</i> Étude des capacités et des besoins en matière sanitaire et phytosanitaire au Cambodge</p>

Source: Réponses à la demande de renseignements formulée dans le cadre du document G/SPS/GEN/816.

Encadré 2. Type d'assistance dans le domaine SPS

Il existe quatre catégories générales d'assistance technique dans le domaine SPS:

- Information – assistance (organisation de conférences, séminaires ou ateliers) en vue de renforcer la connaissance et la compréhension générale de l'Accord SPS, destinée aux fonctionnaires publics impliqués dans la mise en œuvre ou l'élaboration des SPS, au public ou aux médias;
- Formation – assistance (séminaires, ateliers ou cours de formation) sur des questions spécifiques en matière sanitaire et phytosanitaire, telles que l'analyse des risques, le règlement des différends et la création de points d'information;
- *Mise en place de l'infrastructure de services* – assistance à caractère plus technique ou scientifique, telle que la formation de vétérinaires, de phytopathologistes, de chimistes et de microbiologistes spécialistes de l'alimentation; création de logiciels ou de cadres réglementaires spécifiques au domaine sanitaire et phytosanitaire; programmes d'éducation des consommateurs; initiatives dans le domaine de l'harmonisation des normes; formation à la certification, à la surveillance, à la gestion des risques, aux pratiques de laboratoire, aux techniques de diagnostic, aux techniques HACCP; et
- *Mise en place de l'infrastructure matérielle* – assistance qui consiste à fournir des équipements, des infrastructures et des installations, à créer des bases de données ou à élaborer des systèmes (tels que des systèmes de surveillance).

Source: G/SPS/GEN/206.

23. **Projet supplémentaire** Au cours de leur travail de recherche, les auteurs ont découvert que le projet de formation de la JICA désigné était une composante d'un projet de coopération technique (PCT) plus vaste de la JICA visant à renforcer les capacités dans le domaine des techniques de lutte contre l'infestation par la mouche du fruit en vue d'accroître l'accès au marché des fruits tropicaux (voir encadré 5 de l'annexe 1e). Étant donné qu'il dispose d'un fort potentiel d'application en matière d'accès aux marchés et qu'il est concentré sur le domaine sanitaire et phytosanitaire, ce projet a été incorporé dans son intégralité dans le travail de recherche.

Aperçu des résultats de l'enquête réalisée à l'aide du questionnaire (G/SPS/GEN/816)

24. **Conception des projets** La plupart des projets (sept sur dix) ont été mis en place à la demande des bénéficiaires; seul le programme SPSCBP relève d'une initiative du donateur, l'AusAID. Presque tous les projets ont été conçus en consultation avec les bénéficiaires; la CNUCED était chargée de l'étude des mesures SPS. Tous les projets reposaient d'une manière ou d'une autre sur l'évaluation des besoins. L'étude de la CNUCED consistait elle-même à évaluer les besoins. Pour la plupart des projets, cette évaluation était focalisée sur des problèmes spécifiques: capacités des laboratoires, recherche, techniques de traitement en matière de phytoquarantaine et autres problèmes liés à la santé des animaux ou à la préservation des végétaux. Le projet MUTRAP II couvrait un champ de besoins plus vaste s'étendant à plusieurs ministères et fonctions. Les projets de l'ONUDI (avec la NORAD et le SECO) reposaient sur l'évaluation des besoins du fournisseur de services, des institutions chargées des NMEQ et des laboratoires.

Huit projets étaient fondés sur des travaux antérieurs liés à l'assistance d'autres donateurs ou aux activités de suivi d'un travail antérieur effectué par le même donateur:

- formation aux techniques de laboratoire de l'USDA – suivi des ateliers régionaux de diagnostic;
- MUTRAP II et SEAFMD – phases suivantes de projets antérieurs;

- cours de formation de la JICA – partie d'un programme de formation habituel de la JICA;
- étude de la CNUCED – évaluation fondée sur des projets d'autres donateurs;
- programme SPSCBP – fondé sur des projets de l'AusAID et d'autres donateurs;
- projet du SECO relatif aux zoonoses – l'information relative à l'absence de projet portant sur l'évaluation des risques de maladies animales provient du Plan d'action dans le domaine SPS au Viet Nam;
- projet SECO-ONUDI – intervention complémentaire au travail conjoint de la NORAD et de l'ONUDI; et
- FIBOZOPA – projet pilote.

25. **Préparation** Le tableau 3 indique si les participants à l'enquête ont, en tant que donateurs, estimé suffisants le temps de préparation et la collecte des informations.

Tableau 3. Temps de préparation et collecte des informations

Niveau de suffisance	Projets
80 à 100%	SEAFMD (AusAID), JICA, projet du SECO relatif aux zoonoses, SPSCBP, FIBOZOPA, CNUCED
60 à 80%	NORAD-ONUDI, SEAFMD (OIE), USDA
40 à 60%	MUTRAP II, SECO-ONUDI
20 à 40%	Aucun
Sans réponse	Aucun

Source: Réponses à la demande de renseignements formulée dans le cadre du document G/SPS/GEN/816.

26. En général, les bénéficiaires ont été consultés au cours de la phase de conception du projet, en particulier lorsqu'il s'agissait d'institutions gouvernementales ou de contreparties. En ce qui concerne les projets de l'ONUDI, les institutions chargées des NMEQ ont été consultées; en ce qui concerne le projet MUTRAP II, les quatre ministères concernés par les SPS/OTC (ministères de l'agriculture, de la pêche (autrefois un ministère), de la santé et du commerce) ont été consultés; et en ce qui concerne l'étude de la CNUCED, les institutions ou agences chargées des mesures SPS ont été consultées. La DANIDA, l'USDA et le SECO ont consulté les ministères, instituts de recherche, laboratoires et agences chargées de la santé animale et de la préservation des végétaux appropriés respectivement pour le projet FIBOZOPA, le projet de formation aux techniques de laboratoire de l'USDA et le projet du SECO relatif aux zoonoses. Dans le cadre de la préparation du projet FIBOZOPA, deux ateliers préparatoires furent organisés avec les parties prenantes. La préparation des projets SEAFMD et de la JICA a donné lieu à des consultations plus étendues avec les gouvernements: dans le cadre de la préparation du projet SEAFMD, des consultations furent organisées avec les pays membres et le Secrétariat de l'ANASE et, dans le cadre de la préparation du projet de la JICA, des consultations furent organisées avec les gouvernements et les équipes spéciales chargées de l'APD⁵ des pays bénéficiaires.

27. **Mise en œuvre** Les projets ont été mis en œuvre par le donateur/l'agence internationale, des contractants indépendants, les bénéficiaires ou une combinaison des parties au projet (voir tableau 4).

⁵ Aide publique au développement.

Tableau 4. Mise en œuvre du projet

Projets	Organismes chargés de la mise en œuvre
JICA	JICA
CNUCED	CNUCED
SEAFMD	Unité de coordination régionale de l'OIE
SECO et NORAD	ONUDI (avec le SECO et la NORAD comme coexécutants)
Projet du SECO relatif aux zoonoses	Contractant indépendant
SPSCBP	Ministère australien de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture
MUTRAP II	Bénéficiaires
FIBOZOPA	RIA1 avec contrepartie danoise
USDA	L'USDA, les formateurs (contractants indépendants) et le personnel des laboratoires

Source: Réponses à la demande de renseignements formulée dans le cadre du document G/SPS/GEN/816.

28. **Participation** Le tableau 5 indique le degré de participation des bénéficiaires. En ce qui concerne le projet SEAFMD, la coordination est la principale activité de l'UCR en matière de mise en œuvre du projet; l'OIE considère que les bénéficiaires sont plus impliqués dans les activités se déroulant dans les pays respectifs.

Tableau 5. Participation des bénéficiaires

Degré	Projets
80 à 100%	SPSCBP, MUTRAP II, FIBOZOPA, JICA
60 à 80%	USDA, SEAFMD (AusAID)
40 à 60%	SECO-ONUDI, projet du SECO relatif aux zoonoses
20 à 40%	SEAFMD (OIE), ONUDI
Sans réponse	CNUCED

Source: Réponses à la demande de renseignements formulée dans le cadre du document G/SPS/GEN/816.

29. Les bénéficiaires ont apporté une contribution en nature, par exemple en mettant des bureaux, des locaux ou des installations, y compris des laboratoires, à disposition pour l'exécution du projet, ainsi que des moyens de transport et des salaires pour le personnel du gouvernement et, de manière plus importante, ont contribué aux projets par la mise en œuvre conjointe des activités. Ils ont également beaucoup participé à l'évaluation des besoins et à la fourniture des données nécessaires à l'évaluation des risques.

30. **Difficultés** La plupart des participants ayant répondu au questionnaire ont estimé que la mise en œuvre des projets n'a donné lieu à aucune difficulté. Cependant, le projet MUTRAP II a posé un problème de coordination, les mesures SPS constituant un sujet de préoccupation de plusieurs ministères disposant de capacités différentes, mais ce problème fut résolu par l'organisation régulière d'ateliers et de sessions visant à constituer un réseau d'action. Le projet SEAFMD fut affecté par un problème identique, mais d'une plus grande ampleur étant donné la nécessité d'une coordination non seulement entre les ministères d'un même pays, mais entre les pays de l'ANASE dont les situations socioéconomiques ne sont pas identiques. Ainsi, le projet a aidé les pays à trouver des donateurs bilatéraux pour financer les activités au sein des pays et a contribué à promouvoir la coopération au niveau des ministères et des directeurs de départements.

31. **Surveillance** Pour la plupart des projets, les donateurs et les organisations internationales étaient impliqués dans la surveillance des projets. En ce qui concerne le projet du SECO relatif aux zoonoses, un contractant indépendant y participait également. Les bénéficiaires des projets FIBOZOPA et MUTRAP II étaient également impliqués dans la surveillance. Enfin, pour le projet SPSCBP et le projet de formation aux techniques de laboratoire de l'USDA, toutes les parties prenantes (donateurs, bénéficiaires et contractants indépendants) étaient chargées de la surveillance.

32. **Ajustements** À l'exception de trois projets, des ajustements ont été apportés au budget ou à la durée des projets au cours de leur mise en œuvre. Les donateurs et les bénéficiaires des projets SPSCBP et SEAFMD ont convenu de prolonger la durée des projets afin de permettre la réalisation des objectifs fixés. Les budgets du projet de la NORAD et de l'ONUDI et du projet MUTRAP II ont été révisés pour permettre d'obtenir de meilleurs résultats; en ce qui concerne le projet MUTRAP II, le budget a été ajusté pour permettre l'organisation d'une formation à la méthodologie de l'évaluation des risques. L'ONUDI, chargée de la mise en œuvre du projet conjoint au SECO et à l'ONUDI, a demandé une révision du budget et une prolongation de la durée du projet. En ce qui concerne le projet FIBOZOPA, les bénéficiaires et les donateurs ont convenu d'ajustements similaires.

33. **Évaluation** Presque tous les projets ont fait l'objet d'une évaluation (à mi-parcours ou finale), ou vont bientôt en faire l'objet (l'évaluation du projet SPSCBP était terminée mais n'était pas encore disponible au moment où nous avons effectué la présente recherche); l'évaluation du projet du SECO relatif aux zoonoses sera terminée d'ici fin 2008. Aucune évaluation officielle n'a été effectuée en ce qui concerne le projet de formation aux techniques de laboratoire de l'USDA, mais les formateurs de l'USDA (des contractants indépendants) ont fourni des observations.

34. **Viabilité à long terme** Les donateurs/agences internationales pensent généralement que les bénéfices issus des projets perdureront même lorsque le financement aura cessé car les bénéficiaires ont la capacité de maintenir ces bénéfices (voir tableau 6). Un donateur a fait part de son inquiétude quant aux contraintes affectant le soutien budgétaire. Pour tous les projets à l'exception d'un, la capacité de maintien des résultats a été évaluée pendant la phase de conception du projet.

Tableau 6. Maintien des bénéfices du projet au-delà du financement

Niveau	Projets
Maintien des bénéfices au-delà du financement	
80 à 100%	SECO-ONUDI, NORAD-ONUDI, FIBOZOPA, MUTRAP II, SEAFMD (OIE)
60 à 80%	USDA (en cours)
Sans réponse	projet du SECO relatif aux zoonoses – évaluation à venir SPSCBP – en cours au moment de la réalisation de la recherche SEAFMD (AusAID) – en cours JICA – pas de données CNUCED
Capacité des bénéficiaires à maintenir les bénéfices	
80 à 100%	SECO-ONUDI, NORAD-ONUDI
60 à 80%	FIBOZOPA, MUTRAP II, SPSCBP, JICA, SEAFMD (OIE), USDA
Sans réponse	SEAFMD (AusAID), projet du SECO relatif aux zoonoses, CNUCED

Source: Réponses à la demande de renseignements formulée dans le cadre du document G/SPS/GEN/816.

35. **Résultats et bonnes pratiques** La plupart des participants ayant répondu à l'enquête ont déclaré que les objectifs/résultats escomptés du projet ont été atteints à 80-100 pour cent. L'USDA a identifié les facteurs ayant un impact sur les résultats: capacité du personnel de laboratoire à absorber la formation et disponibilité d'équipements et de fournitures de laboratoire appropriés. Les projets de la CNUCED, SPSCBP, de la JICA et FIBOZOPA ont été considérés comme des exemples de bonnes pratiques en termes de cycle du projet. L'OIE considère que le projet SEAFMD constitue un exemple de bonne pratique en termes de réalisation d'objectifs plus élevés. Pour les participants ayant répondu

à l'enquête en ce qui concerne le projet de formation aux techniques de laboratoire de l'USDA, le projet MUTRAP II, le projet conjoint de la NORAD et de l'ONUDI et le projet SEAFMD (AusAID), ces projets constituent des exemples de bonnes pratiques tant du point de vue du cycle du projet que de la réalisation d'objectifs plus élevés. Par ailleurs, l'USDA, la JICA et le SECO ont estimé que ces projets constituaient des exemples de bonnes pratiques car ils apportaient une réponse nécessaire à une carence, respectivement en matière de diagnostic des maladies animales, de phytoquarantaine et d'évaluation des risques.

- *Respect du cycle du projet* La plupart des participants ayant répondu à l'enquête ont évalué à 80-100 pour cent le taux de réalisation des activités et des résultats conformément au cycle prévu du projet. Deux participants (l'OIE et la DANIDA, respectivement pour le projet SEAFMD et pour le projet FIBOZOPA) l'ont estimé à 60-80 pour cent.
- *Réalisation d'objectifs plus élevés* Presque tous les projets prévoyaient d'avoir des répercussions sur des objectifs plus élevés. Le projet FIBOZOPA et les deux projets de l'ONUDI étaient alignés sur le plan quinquennal de développement socioéconomique du Viet Nam. L'assistance prévue par le projet MUTRAP II ciblait les capacités institutionnelles et l'accès aux marchés. Le projet SEAFMD a des répercussions en matière de services vétérinaires, d'accès aux marchés et de réduction de la pauvreté via la lutte contre la fièvre aphteuse, et offre un exemple de coordination à l'échelle internationale.
- *Rapport qualité/prix* Neuf des participants ont estimé que le projet qu'ils ont désigné contribuait de 80 à 100 pour cent à la réalisation des objectifs fixés avec un bon rapport qualité/prix.

36. *Aspects des bonnes pratiques* Les participants ont identifié des aspects des bonnes pratiques ayant permis la réalisation des objectifs fixés, dont les projets offrent des exemples, et qui sont susceptibles d'être reproduits dans d'autres projets.

- *Bénéficiaires* En ce qui concerne les bénéficiaires, leur niveau d'engagement et d'implication, y compris le soutien politique qu'ils apportent au projet, contribue au succès du projet. En ce qui concerne les projets FIBOZOPA et de l'ONUDI, il est fait mention de l'implication des bénéficiaires au stade de la conception des projets. Le SECO et la JICA ont indiqué que les bénéficiaires étaient conscients de l'importance et des bénéfices à gagner des projets concernant l'évaluation des risques et la phytoquarantaine. Concernant le projet du SECO relatif aux zoonoses, les thèmes spécifiques concernant l'évaluation des risques ont été choisis par les bénéficiaires eux-mêmes.
- *Conception du projet* En ce qui concerne les donateurs et les organisations internationales, une bonne préparation et une bonne planification du projet, la transparence et la souplesse de la gestion du projet, ainsi que le recours à des experts techniques de bonne qualité, ont été identifiés comme des facteurs contribuant à la réalisation des objectifs fixés. Le SECO a mentionné le recours à un mode de fonctionnement allégé qui a rendu le projet efficace non seulement quant à sa mise œuvre mais également quant à son coût. L'ONUDI a quant à elle fait part du recours à une approche interdépendante du renforcement des capacités en matière de NMEQ, qui se distingue par le fait qu'elle consiste à fournir à la fois une assistance en matière d'installations et d'équipements et une formation.

- *Synergies* L'USDA et l'OIE ont signalé des liens avec des programmes similaires et/ou connexes d'autres donateurs et organisations internationales.

III. PARAMÈTRES DES BONNES PRATIQUES POUR CE QUI EST DE FOURNIR ET DE RECEVOIR UNE COOPÉRATION TECHNIQUE DANS LE DOMAINE SPS

37. Du point de vue des bonnes pratiques relatives au renforcement des capacités dans le domaine SPS, tous les projets examinés présentaient des points forts et quelques points faibles et l'on pouvait tirer une leçon de chacun. Certaines bonnes pratiques, comme la conception soignée des projets, se sont généralisées et s'appliquent presque partout. Elles dépendent toutefois beaucoup du contexte. Les pratiques jugées bonnes dans un grand pays peuvent être mauvaises dans un pays plus petit et ce qui marche dans un pays à revenu intermédiaire peut être irréalisable dans un pays moins avancé. Certains projets ont une portée régionale et il y a débat sur ce qui constitue une bonne pratique à cette échelle.

Importance de la capacité d'absorption

38. Les chances de succès des projets de renforcement des capacités dans le domaine SPS sont largement tributaires de la capacité d'absorption d'un pays. On observe des écarts importants à ce titre dans la sous-région du Grand Mékong. La Thaïlande et la Chine sont les pays de la région qui ont la plus forte capacité d'absorption, et la RDP lao et le Cambodge ceux qui ont la plus faible, le Viet Nam se situant au milieu. Cela veut dire que les projets à même d'aboutir dans des pays plus avancés comme ceux visés par le projet SEAFMD risquent de rester trop complexes pour des pays dont la capacité d'absorption est limitée. On devrait appréhender les bonnes pratiques en fonction de la capacité d'absorption du pays. Celle-ci dépend de nombreux facteurs qui évoluent progressivement à moyen et long terme. On peut citer parmi ces facteurs la gouvernance, la culture, les dimensions du pays et son niveau de développement.

39. Pour ce qui est de la gouvernance, la nature des mécanismes institutionnels en place dans le domaine SPS diffère considérablement d'un pays à l'autre. Si le Viet Nam a établi un dispositif SPS efficace, qu'il s'efforce actuellement d'améliorer, la RDP lao et le Cambodge en sont à poser les bases de leurs systèmes. C'est en fonction de ces variations du cadre institutionnel que se définit le degré de prise en charge de l'assistance technique par les pays et leur capacité à orienter, gérer et optimiser les avantages de l'assistance qui leur est prodiguée en matière de renforcement des capacités dans le domaine SPS.

40. Pour les grands pays, il est plus facile de mobiliser une masse critique suffisante de moyens financiers et humains, y compris des compétences en gestion, pour les institutions spécialisées et pour les tâches spécialisées à accomplir en matière de gestion SPS. Dans les petits pays, de nombreuses activités au stade du projet se font concurrence pour le peu de ressources disponibles et les moyens sont clairsemés. Parmi les contraintes spécifiques à prendre en compte figurent:

- *Le capital humain disponible dans un pays.* La taille d'un pays est un facteur déterminant mais pas exclusif. La RDP lao, par exemple, ne compte pas suffisamment d'experts de formation universitaire dans les domaines des sciences alimentaires, de la préservation des végétaux et de la santé animale. Il n'y a donc pas assez de spécialistes des services SPS pour répondre aux besoins.
- *L'accès à des ressources financières dans le pays.* Bien qu'un soutien financier externe puisse être disponible, pour que l'action soit efficace et durable, il faut un budget public de base suffisant permettant d'employer du personnel et de faire face aux dépenses de fonctionnement.

41. L'accélération du développement économique permet de vaincre certaines des contraintes qui pèsent sur les petits pays pauvres en ressources; les prestations privées se multiplient, la concurrence s'accroît, les intérêts se diversifient et il y a davantage de contre-pouvoirs.

42. On peut juger de l'importance de la capacité d'absorption au vu des résultats inégaux enregistrés dans les pays concernés par les trois projets régionaux (SPSCBP, SEAFMD et NORAD-ONUDI). Les pays dont la capacité d'absorption était la plus faible ont obtenu de moins bons résultats à bien des égards. Ainsi, les résultats des projets régionaux pourraient être meilleurs si l'on adaptait davantage le soutien offert aux besoins et aux conditions internes des pays, dont la capacité d'absorption. Il n'y a pas de solution unique.

Bonne pratique: La capacité d'absorption d'un pays devrait être suffisamment prise en compte lors de la conception et de la mise en œuvre des projets.

43. Les bonnes pratiques tirées de projets bien ciblés peuvent être reproduites avec succès pour des produits ou des maladies similaires pour autant que la capacité d'absorption du pays soit suffisante et que le besoin à satisfaire soit le même. Par exemple, le projet FIBOZOPA illustre plusieurs bonnes pratiques concernant la lutte contre les risques de parasites zoonotiques pour les consommateurs de poisson cru au Viet Nam. Ces bonnes pratiques pourraient être adaptées et appliquées aux problèmes analogues que rencontrent les consommateurs du Cambodge et de la RDP lao. Grâce aux compétences acquises et au matériel fourni, le projet de désinsectisation de la JICA contre les mouches des fruits dans les fruits du dragon au Viet Nam peut être reproduit pour d'autres fruits. Les évaluations des risques effectuées dans le cadre du projet sur les zoonoses du SECO peuvent s'étendre à d'autres maladies animales et les études menées pour le projet FIBOZOPA peuvent être applicables à d'autres maladies transmises par les aliments. Une fois adapté, le modèle SEAFMD peut s'appliquer à d'autres maladies.

Paramètres des bonnes pratiques relatives à la préparation et à la conception des projets

44. Il est indispensable de bien concevoir les projets de renforcement des capacités pour en améliorer les résultats, l'impact et la durabilité. Les paragraphes qui suivent traitent des points importants de la préparation et de la conception des projets et signalent les bonnes pratiques utilisées.

45. *Une préparation suffisante* Il est très important de bien préparer les processus de renforcement des capacités qui sont complexes et longs à mûrir. En consacrant suffisamment de temps et de ressources à l'étape préparatoire, on peut s'assurer que les parties prenantes ont la même perception du projet et en attendent la même chose, et qu'elles comprennent clairement leurs rôles, leurs responsabilités et les apports requis. Cela contribue à une plus grande facilité d'exécution, à moins de retards et de complications, à une meilleure prise en charge du projet et un plus grand sens des responsabilités à l'échelle locale.

Bonne pratique: Une préparation soignée prévoyant des consultations avec les bénéficiaires et les homologues pour bien préciser les rôles et les responsabilités et préparer le destinataire à l'étape opérationnelle.

46. Il a été dit pour la quasi-totalité des projets que le délai prévu pour la préparation et le recueil de données était suffisant (80-100 pour cent). Le projet FIBOZOPA a plutôt bien réussi suite à une longue et intense phase préparatoire d'une durée de trois ans. Le projet de la JICA a commencé par une phase préparatoire substantielle prévoyant un dialogue avec les homologues vietnamiens. Le Département américain de l'agriculture (USDA) avait tenu de nombreuses réunions avec les responsables du laboratoire de santé animale. D'une manière générale, des consultations avaient été menées avec des institutions ou des homologues du secteur public.

47. **Une bonne évaluation des besoins** Les intérêts catégoriels peuvent accueillir avec enthousiasme les projets de renforcement des capacités envisagés. Toutefois, ce n'est pas parce que le bénéficiaire se montre enthousiaste que le public dans son ensemble s'investira avec succès. Les chefs de service et les laboratoires sont couramment confrontés à des contraintes budgétaires, et l'on se félicitera toujours d'un soutien externe propre à accroître les ressources disponibles pour le matériel et la formation. Les problèmes de durabilité et de rentabilité ne sont pas toujours au premier rang des préoccupations des bénéficiaires publics et privés des ressources.

Bonne pratique: Les évaluations des besoins devraient s'effectuer dans une perspective publique plus large (OMD) que les intérêts des services et des entreprises privées bénéficiaires.

48. Procéder à une évaluation des besoins lors de la conception du projet est un moyen utile de sonder les groupes intéressés des secteurs public et privé sur les activités proposées et d'identifier les coûts et les avantages. Une bonne évaluation des besoins doit trouver l'équilibre entre, d'une part, les intérêts restreints des institutions et des entreprises et, d'autre part, les intérêts sociaux et sectoriels qui sont plus vastes et plus diffus. Il importe aussi d'évaluer les besoins pour réunir une bonne partie des données analytiques nécessaires à l'établissement d'un cadre logique.

49. **Pertinence** L'évaluation de la pertinence d'un projet pour le pays, s'agissant en particulier de sa contribution aux objectifs de plus haut rang, devrait faire partie de l'évaluation des besoins. Ce qui est prioritaire pour un pays ne l'est pas nécessairement pour un autre et ce qui l'est pour des exploitants commerciaux peut ne pas l'être pour les petits exploitants (voir l'encadré 3). La certification ISO 17025 pour un laboratoire est beaucoup plus importante pour un pays qui exporte beaucoup vers des marchés haut de gamme que pour les pays qui exportent peu ou n'exportent que des produits de base à des marchés moins exigeants. Les systèmes de gestion de la qualité sont indispensables pour les entreprises exportant vers les marchés des pays développés mais plus difficilement applicables pour des raisons économiques pour les petites entreprises et celles qui desservent des marchés intérieurs moins exigeants.

Bonne pratique: L'évaluation de la pertinence est un aspect important de l'évaluation des besoins.

Encadré 3 – Avantages variables de l'éradication de la fièvre aphteuse

La lutte contre la fièvre aphteuse est une priorité absolue pour les pays de l'OCDE. Les épidémies peuvent coûter des milliards de dollars en pertes commerciales et frais d'abattage. L'adoption de politiques de non-vaccination dans les pays de l'OCDE a rendu pratiquement impossibles jusqu'à nouvel ordre les exportations des pays en développement où la fièvre aphteuse est endémique, et pour les pays de l'OCDE et les pays en développement exportateurs, les épidémies sont devenues beaucoup plus coûteuses et les risques plus élevés que par le passé. Étant donné les risques financiers liés aux poussées de fièvre aphteuse, les pays de l'OCDE donnent une priorité élevée à la lutte contre cette maladie dans les pays en développement afin de réduire les risques de contagion. C'est pourquoi les donateurs accordent plus facilement leur soutien à la lutte contre la fièvre aphteuse que contre d'autres maladies animales (sauf l'influenza aviaire hautement pathogène) quelle que soit leur priorité en matière de réduction de la pauvreté.

Pour les exploitants commerciaux de la Thaïlande et du Viet Nam, la fièvre aphteuse présente un risque économique avéré du fait des restrictions applicables aux déplacements des animaux et aux échanges intérieurs, et des interdictions d'importer édictées par les pays importateurs de la région en cas d'épidémie. Des zones et des compartiments exempts de maladies peuvent être établis et reconnus par l'OIE et les pays importateurs, mais les épidémies par contagion soumettent en permanence le commerce à des risques élevés.

Les entreprises et les exploitants commerciaux de la Thaïlande exportent du porc à Hong Kong (carcasses), à Singapour (viande cuite) et au Japon (produits carnés, pour lesquels 25 usines ont reçu un agrément). Les membres de la profession s'accordent à penser que le secteur commercial thaïlandais pourrait accroître sensiblement les exportations de viande de porc à la condition d'avoir des zones ou des compartiments sûrs et reconnus comme exempts de fièvre aphteuse. Au Viet Nam, les intérêts à l'exportation sont aussi de plus en plus importants et visent à consolider et étendre les zones exemptes de fièvre aphteuse. Actuellement, le Viet Nam exporte des porcs à Hong Kong, Chine et en Malaisie.

Pour le plus grand nombre de petits exploitants et négociants (qui n'exportent pas) dans la sous-région du Bassin du Mékong, la fièvre aphteuse ne pose pas de risque économique grave. Selon eux, cette maladie n'est pas dangereuse pour l'homme et disparaît au bout de quatre semaines environ. Elle ne poserait qu'un problème saisonnier au début de la saison des pluies. Le traitement de prévention des effets secondaires est couramment employé dans de nombreuses régions. La vaccination n'est généralement pas pratiquée, même lorsque de bons vaccins sont disponibles dans le commerce. L'importance des animaux de trait diminue dans la région de par l'utilisation de tracteurs à deux roues. Les exploitants agricoles ont mis au point des moyens de lutte contre les risques de fièvre aphteuse et d'autres maladies: ils savent à quelle saison se produisent les épidémies, en connaissent les premiers signes et vendent ou consomment le bétail dès qu'ils les observent. Les maladies jugées plus coûteuses par ces exploitants sont *l'haemorrhagic septicaemia* pour le buffle, la peste porcine classique pour les porcs et la maladie de Newcastle pour les poulets.

Source: Entretiens.

50. **Une bonne participation des parties prenantes** La plupart des projets sélectionnés dans la présente étude mettent fortement l'accent sur les pouvoirs publics même lorsque leur impact est lourdement tributaire de la participation du secteur privé. Un des rapports d'évaluation consultés a réitéré l'importance qu'il y avait à consulter les utilisateurs envisagés pour les services ainsi que les prestataires de services au cours de l'évaluation des besoins.

Bonne pratique: Les bénéficiaires devraient être associés à la conception du projet.

51. **Transparence** C'est une bonne pratique que de favoriser la transparence pendant la préparation des projets. Cela peut s'accomplir de différentes manières notamment par le biais de consultations avec les groupes concernés, de la diffusion de renseignements sur les activités en projet, l'organisation et la gestion, les procédures, la prise de décisions et les dotations budgétaires. Le projet FIBOZOPA prévoyait deux ateliers préparatoires pour les institutions partenaires afin de préciser les fonctions et les responsabilités de chacun dans le travail de recherche. Le projet MUTRAP II a fait suite au projet MUTRAP I et les organismes chargés des questions SPS ont été consultés sur l'étendue des travaux. L'intervention SECO-ONUDI s'est fondée sur l'évaluation des besoins effectuée dans le cadre du projet NORAD-ONUDI et a donc profité d'importantes contributions des bénéficiaires.

Bonne pratique: Transparence dans la préparation du projet.

52. **Cadre logique** La gestion fondée sur les résultats exige que l'on examine de près les liens entre les objectifs recherchés, les résultats et les moyens mis en œuvre. On peut s'aider pour cela d'un bon cadre logique. Pourtant, de nombreux projets n'accordent pas assez d'attention à l'établissement d'un tel outil. Les projets FIBOZOPA et MUTRAP II en prévoyaient un. La deuxième phase du projet SMTQ du SECO également. Le projet TCP de la JICA prévoyait une matrice de conception décrivant brièvement les activités et les résultats, les apports des partenaires japonais et vietnamiens, les indicateurs vérifiables et les moyens de vérification.

Bonne pratique: L'incorporation d'un cadre logique dans la phase de conception du projet renforce la gestion fondée sur les résultats pendant la mise en œuvre des projets de renforcement des capacités dans le domaine SPS et appuie le suivi et l'évaluation.

53. **Qualification des experts participant à la conception du projet** Le domaine SPS, de par sa haute technicité, fait appel à des services professionnels de premier ordre (services vétérinaires, organismes phytosanitaires et autorités responsables de l'alimentation). Tout comme dans d'autres domaines techniques de la coopération pour le développement, l'expertise technique tend à prévaloir lors de la conception des projets. Cela peut déboucher sur des projets qui n'ont pas entièrement intériorisé les enseignements des travaux sur l'efficacité de l'aide (voir le chapitre 1), ne s'accompagnant pas d'un bon cadre logique ni d'un suivi et d'une évaluation suffisants.

Bonne pratique: Une conception du projet qui fait appel à parts égales aux compétences en matière d'aide au développement et de gestion des projets et à l'expertise technique.

54. *Ampleur et durée du projet* Les projets devraient avoir une durée suffisante pour répondre efficacement aux problèmes complexes à résoudre. Le renforcement des capacités dans le domaine SPS n'a rien de simple et il faut disposer de délais et de ressources importants pour atteindre les objectifs. Par exemple, la préparation d'une loi vétérinaire dont les dispositions et les règlements d'application se concrétisent par des programmes d'inspection peut durer de nombreuses années, et le renforcement des capacités de surveillance des parasites et des maladies des végétaux fait appel à beaucoup de compétences techniques appuyées par une capacité de diagnostic. La création de laboratoires d'essais et de diagnostic prend aussi du temps. Le renforcement des capacités dans ce domaine est un processus de longue durée qui exige la mise en place d'un dialogue, l'élaboration de politiques, des adaptations d'ordre juridique et institutionnel, une formation technique et un financement approprié. L'aide à court terme, les petits projets et l'assistance concernant des aspects techniques ponctuels s'inscrivant dans un processus de renforcement des capacités plus complexe peuvent être efficaces si la situation s'y prête, mais les effets d'un soutien sporadique sont souvent limités et sa durabilité réduite. Il est généralement plus efficace de fournir un appui fonctionnel global à long terme dans le cadre d'un processus de renforcement des capacités complet mettant l'accent sur les questions SPS.

Bonne pratique: L'ampleur, la portée et la durée d'un projet devraient être suffisamment adaptées à la complexité des problèmes à résoudre.

55. On en trouvera un bon exemple avec le soutien danois au secteur des pêcheries vietnamien et avec le projet FIBOZOPA. Le projet MUTRAP II a suivi cette approche dans le domaine des politiques commerciales. Le projet SEAFMD est l'exemple le plus patent d'un engagement à long terme. Bien que conçus comme des projets à court terme et de faible ampleur, les projets de l'ONUDI ont aussi des éléments inscrits dans la durée, s'agissant en particulier des normes et de la métrologie.

56. *Coordination des donateurs* La promotion et la facilitation des liens et des synergies entre les projets connexes d'assistance technique, comme le prescrit la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, permet d'utiliser plus efficacement les ressources et d'améliorer les résultats. On peut tirer plusieurs exemples de bonnes pratiques parmi les projets examinés dans la présente étude. Les activités relevant du projet SEAFMD sont reliées au programme financé par AusAID en vue du renforcement des services vétérinaires (PSVS) et au projet SPSCBP. Le projet FIBOZOPA s'articule avec le projet FSPP (Appui aux programmes dans le secteur des pêcheries) de la DANIDA, tandis que les activités d'appui à la production halieutique du projet FSPP exploitent les conclusions du projet FIBOZOPA. Dans les deux cas, les deux projets sont financés par les mêmes donateurs, AusAID, et la DANIDA, respectivement. Autre exemple, les projets menés par l'ONUDI en collaboration avec la NORAD et le SECO s'inscrivent dans le Programme intégré d'assistance de l'ONUDI en faveur du Viet Nam. Le projet SECO-ONUDI est lui-même l'émanation de l'évaluation des besoins effectuée dans le cadre du projet NORAD-ONUDI.

Bonne pratique: Veiller à coordonner les donateurs.

57. *Gestion et mise en œuvre dans le pays* Alors que les principes de Paris recommandent d'utiliser autant que possible l'expertise et les dispositifs locaux, d'une manière générale, dans de nombreux projets, y compris ceux inclus dans la présente étude, les donateurs, les organismes internationaux et les consultants continuent de superviser la conception et la mise en œuvre pratique des projets. Il y a de nombreuses raisons à cela, notamment les compétences limitées tant en gestion que sur le plan technique dont disposent les organismes homologues nationaux, les problèmes liés au mauvais usage des ressources et le fait de devoir utiliser les crédits budgétaires dans les délais impartis. Si l'on donne davantage l'initiative aux bénéficiaires pour ce qui est de la conception et de la mise en œuvre, les pays ont davantage l'occasion de s'appropriier les projets et d'apprendre. Il faut

s'appliquer à inciter plus souvent les pays à prendre en main la conception et la mise en œuvre des projets dans le domaine SPS.

Bonne pratique: Les projets devraient être mis en œuvre par les autorités nationales, chaque fois que possible, pour donner aux pays davantage d'occasions de s'appropriier les projets et d'apprendre.

Paramètres des bonnes pratiques relatives à la mise en œuvre

58. Les paramètres suivants sont intéressants du point de vue des bonnes pratiques pour la mise en œuvre des projets:

59. **Flexibilité** Certes, il est utile de suivre le calendrier et le plan de travail fixés pour la mise en œuvre, mais il importe de faire preuve de souplesse pour pouvoir répondre aux problèmes et aux défis nouveaux ou imprévus, et de rectifier les hypothèses pouvant être erronées. C'est une bonne pratique que de ménager une certaine flexibilité dans l'exécution d'un projet. Dans la plupart des projets sélectionnés, des ajustements ont été opérés soit par rapport au budget soit par rapport au calendrier. Les parties prenantes du projet SPSCBP, de celui de l'ONUDI et du projet SEAFMD sont convenues de prolonger le calendrier pour pouvoir accomplir les objectifs. Les bénéficiaires du projet MUTRAP II ont demandé une modification du budget pour pouvoir y inscrire une formation supplémentaire à l'analyse des risques.

Bonne pratique: Autoriser une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du projet.

60. **Transparence** Une communication régulière avec les parties prenantes et le public en général et la diffusion d'éléments d'information sur les décisions importantes, les crédits budgétaires et la modification des activités proposées favorise la mise en œuvre et améliore les résultats. Pour le projet FIBOZOPA, des réunions annuelles sur l'état d'avancement des travaux et la planification ont eu lieu afin que toutes les institutions participantes fassent le bilan de la mise en œuvre du projet. Le programme SEAFMD est soumis chaque année à l'examen des coordonnateurs nationaux pour revoir les priorités. Les organismes vietnamiens chargés des questions SPS ont participé à la mise en œuvre du projet MUTRAP II et fourni les experts locaux nécessaires.

61. Il importe d'établir des mécanismes de communication transparents et effectifs parmi les parties prenantes pour engager le dialogue propre à faciliter la coordination et à promouvoir le consensus dans des domaines ne faisant pas l'unanimité. Cela est particulièrement important dans le domaine SPS étant donné le nombre d'institutions concernées. Les projets faisant l'objet de la présente étude ont donné lieu à divers types de mécanismes de communication et de coordination. Les approches adoptées par les projets FIBOZOPA et MUTRAP II montrent combien la coordination peut être efficace. Pour le projet FIBOZOPA, un accord de partage de données a été établi pour les instituts de recherche participants et signé par tous les partenaires du projet. Pour le projet MUTRAP II, des réunions et des ateliers de coordination des politiques ont eu lieu à intervalles réguliers, lesquels ont permis d'adopter une approche intersectorielle des activités d'analyse des risques.

Bonne pratique: Promouvoir la transparence autour des décisions importantes et des crédits budgétaires et créer des mécanismes efficaces de communication avec les parties prenantes.

62. **Participation des bénéficiaires** L'une des conséquences importantes de la transparence qui contribue au succès et à l'impact des projets est la participation, l'appui et l'engagement des bénéficiaires. En participant au projet, les bénéficiaires se l'approprient davantage et autorisent une meilleure coordination des interventions. Les bénéficiaires peuvent contribuer à l'évaluation des besoins, apportent les données pour l'évaluation des risques, ou affectent des ressources humaines, des installations ou du matériel. Pour le projet sur les zoonoses du SECO, les bénéficiaires ont

sélectionné les questions sur lesquelles porterait l'évaluation des risques. Le projet PCT de la JICA a mis l'accent sur la mobilisation et l'engagement du personnel chargé de la phytoquarantaine. Le projet de la JICA fournit aussi un bon exemple des efforts déployés pour faire participer le secteur privé, et ce en vue de résultats plus durables. Le projet sera élevé à l'échelle commerciale par des entreprises privées.

Bonne pratique: La participation active des parties prenantes, en particulier du secteur privé, est indispensable à l'efficacité et à la durabilité du projet.

63. *Articulation de la formation, du renforcement des institutions et des moyens matériels* Un soutien partiel à des processus complexes de renforcement des capacités peut facilement en réduire l'efficacité. La formation prodiguée dans le cadre de l'un des projets à l'examen n'a pas pu être utilisée avec profit sur place dans certains pays faute de matériel adapté. Dans d'autres projets, la mise en œuvre a été parfois freinée par la pénurie de ressources. La présente étude montre que la bonne pratique consiste à associer la formation de personnel, le renforcement des institutions et la fourniture de matériel. La composante métrologique du projet de l'ONUDI a été jugée réussie à cet égard par les évaluateurs et les bénéficiaires. Le projet de la JICA sur les mouches des fruits prévoyait aussi une gamme complète de prestations en matière de moyens matériels, de formation à l'étranger, de formation sur place et de développement des institutions.

Bonne pratique: Associer la formation, le renforcement des institutions et des moyens matériels dans des projets de terrain intégrés.

64. *Un suivi et une évaluation fondés sur le cadre logique* Le suivi et l'évaluation sont importants pour les principes de responsabilité et de transparence, le contrôle de la gestion et l'apprentissage continu. Malheureusement, de nombreux projets, en particulier ceux d'ordre technique, n'accordent pas suffisamment d'importance au suivi et à l'évaluation. On a constaté dans plusieurs cas l'absence de mécanisme formel dans ce domaine et le sous-financement des activités. Dans les projets relevant du FIBOZOPA, les activités étaient régulièrement examinées et révisées au cours des réunions annuelles des partenaires participants. L'UCR du projet SEAMFD établissait des rapports semi-annuels et annuels réguliers bien qu'il n'y ait pas de suivi et d'évaluation formels. Dans le questionnaire, les CE ont mentionné le "suivi et évaluation systématiques" comme l'une des raisons pour lesquelles le projet MUTRAP II était un exemple de bonne pratique. Il ressortait de l'évaluation que l'équipe spéciale chargée du projet suivait les nombreuses activités principalement par la publication de rapports semi-annuels mais aussi par un contrôle et une mise en œuvre au jour le jour; malgré tout, là encore, on constatait l'absence de mécanisme formel de suivi et d'évaluation. Pour le PCT de la JICA, comme le travail était très technique, tout retard dans une composante nuirait à l'ensemble du projet, d'où l'importance cruciale d'un suivi et d'une évaluation. Le projet prévoyait quatre groupes de travail pour assurer le suivi des composantes relatives à la reproduction de la mouche des fruits, au traitement, à l'établissement de rapports et au soutien général des activités. Le projet SEAFMD prévoit d'incorporer un volet interne de suivi et d'évaluation dans sa phase suivante.

Bonne pratique: Il importe d'incorporer un système de suivi et d'évaluation fondé sur le cadre logique et d'allouer des ressources suffisantes aux activités dans ce domaine au profit d'un meilleur sens des responsabilités, d'une plus grande transparence, et d'une constante amélioration du projet.

65. *Qualité de la gestion* Une bonne gestion est indispensable non seulement pour les projets de renforcement des capacités SPS mais aussi pour les services responsables du fonctionnement du système SPS. Dans les services SPS de la plupart des pays en développement, rares sont les gestionnaires qualifiés et expérimentés. La tentation existe parmi les donateurs et les organismes internationaux de pallier ce manque par l'exécution directe, la gestion conjointe et la désignation de consultants en gestion. Cela présente les inconvénients susmentionnés et ne résout pas les handicaps relatifs aux capacités de gestion.

Bonne pratique: Intégrer la formation à la gestion dans les projets de renforcement des capacités dans le domaine SPS, en particulier dans les pays ayant une faible capacité d'absorption.

66. La question de la gestion a été désignée comme facteur contribuant à la réalisation des objectifs pour deux des projets figurant dans la présente étude. Pour le deuxième projet SECO-ONUDI, le mode de gestion des organismes au plus juste adopté par le bureau de pays de l'ONUDI avec la participation de son homologue vietnamien a été jugé efficace. Pour le projet MUTRAP II, on a salué l'efficacité du directeur de projet et de l'équipe spéciale chargée du projet vietnamiens.

67. *Durabilité* De nombreux volets SPS des projets sélectionnés posent encore de gros problèmes de durabilité. Dans plusieurs cas, des activités de suivi ont été jugées nécessaires pour préserver les réalisations et mettre en œuvre les capacités créées. Des phases de suivi sont en cours de planification pour les projets SMTQ de l'ONUDI. Dans certains cas, le plus gros problème vient de la faible demande de services tant du secteur commercial que des pouvoirs publics. Dans plusieurs cas, on a eu recours aux pouvoirs réglementaires pour dégager des revenus de services obligatoires, ce qui n'est pas une bonne pratique.

Bonne pratique: Garder les pouvoirs réglementaires et la prestation de services séparés.

Paramètres des bonnes pratiques relatives aux projets régionaux

68. Les projets régionaux sont populaires en Asie du Sud-Est, témoignant du soutien apporté à la coopération parmi les pays de l'ANASE. La présente étude montre que les projets régionaux sont en général plus difficiles à concevoir et à exécuter que les projets nationaux. Ils exigent une longue phase de préparation et de prise de décisions et sont généralement coûteux à gérer. L'obstacle linguistique constitue souvent un défi supplémentaire pour la mise en œuvre. Les besoins varient beaucoup d'un pays à l'autre et il est souvent difficile de mettre au point des activités répondant aux besoins divers qui existent au niveau régional.

69. Les projets régionaux peuvent donner des résultats notables si les besoins sont bien cernés. L'approche régionale est particulièrement indiquée pour la gestion des risques transfrontières liés à la préservation des végétaux et à la santé animale. Pour ces questions et autres problèmes analogues, il existe une synergie de mesures conjointes faisant intervenir divers donateurs.

70. Les projets NORAD-ONUDI et SPSCBP ont fait état de résultats inégaux concernant la formation régionale. On estime que le projet SEAFMD a trouvé l'équilibre entre une approche nationale et une approche régionale. Dans ce projet, la coordination, la planification et le soutien spécialisé sont organisés centralement, et les stratégies et la mise en œuvre nationales à l'échelle des pays. Le modèle du SEAFMD est en principe applicable à d'autres maladies animales transfrontalières, mais les contraintes en matière de ressources humaines et financières restreignent son champ d'application (voir l'encadré 4).

Bonne pratique: Incrire le renforcement des capacités dans toute la mesure possible à l'échelle nationale, et cibler les approches régionales sur des domaines particuliers d'interaction et d'interdépendance entre pays.

Bonne pratique: Les pays les plus avancés de la région devraient offrir une formation au personnel de pays voisins moins développés.

Encadré 4. Modèle du projet SEAFMD concernant les maladies animales transfrontalières

Le projet SEAFMD, reconnaissant qu'un pays ne peut seul faire aboutir ses efforts, a établi des mécanismes de coordination entre les pays de l'Asie du Sud-Est pour remédier à la situation. Ce projet aide les pays à élaborer des plans nationaux, à faire de la formation et à mobiliser des ressources auprès de donateurs. Un modèle a été établi pour lutter contre les épidémies. Des efforts de prévention par des vaccinations à grande échelle sont recommandés dans les régions stratégiques. La solution peut résider en une extension progressive des zones exemptes de maladies comme en témoigne l'expérience de la région Myanmar-Thaïlande-Malaisie. Toutefois, les conditions d'application, la rapidité de mise en œuvre et l'obtention des résultats dépendent de nombreux facteurs décisifs, y compris:

- *Coûts* La gestion et la maîtrise de la fièvre aphteuse coûtent cher. Elles exigent des vaccins coûteux, des indemnités versées en compensation de l'abattage et beaucoup de personnel. Il existe plusieurs souches de fièvre aphteuse qui requièrent des vaccins différents.
- *Coopération* Les exploitants agricoles et les négociants doivent coopérer pour une bonne mise en œuvre. Les exploitants commerciaux ont tout avantage et bien évidemment tout intérêt à participer à la lutte contre la fièvre aphteuse mais ce n'est généralement pas le cas parmi les exploitants traditionnels et ceux qui dépendent du commerce local (voir l'encadré 3).

Viet Nam Le Viet Nam a des programmes et des politiques en place pour la fièvre aphteuse, y compris des fonds d'urgence pour les épidémies et un mécanisme de compensation pour les animaux abattus, et son budget d'exploitation général dépasse les 30 millions de dollars EU pour une période quinquennale. Il est particulièrement difficile de lutter contre la fièvre aphteuse dans les zones écartées et lorsqu'il s'agit d'animaux en pâturage libre dans la brousse. Les services vétérinaires doivent faire face à une pénurie de ressources humaines et budgétaires à tous les niveaux. Les paravétérinaires sont en nombre insuffisant en particulier aux niveaux de la commune et de la sous-commune et les indemnités versées dans de nombreuses provinces sont trop faibles pour constituer des incitations suffisantes. Les laboratoires centraux ont été modernisés, mais la capacité de diagnostic aux niveaux locaux est encore très faible. On s'attend toutefois à ce que l'incidence de la fièvre aphteuse diminue et des possibilités existent d'établir des zones exemptes de fièvre aphteuse ou de les étendre.

RDP lao Dans la RDP lao, les cadres juridiques et réglementaires sont faibles et il n'existe pas de plan global bien financé pour la fièvre aphteuse. Les vétérinaires et personnels paravétérinaires sont moins nombreux et moins bien formés qu'au Viet Nam. La vaccination à grande échelle n'est pas pratiquée parce que coûteuse et complexe. On abat occasionnellement des bêtes en cas d'épidémie, mais aucune indemnité n'est versée. En l'absence de compensation, on peut difficilement compter sur la coopération des exploitants agricoles. Aussi le pays est-il loin d'être prêt à mettre en œuvre le modèle d'éradication de la fièvre aphteuse et les progrès seront lents dans le meilleur des cas. Pourtant, le pays aurait tiré parti des ateliers organisés sur ce thème, de l'aide qui lui a été apportée pour arriver à se procurer des vaccins en cas d'épidémie et de l'aide à l'élaboration de politiques pour l'éradication de la fièvre aphteuse.

Cambodge Il existe un projet de plan et de stratégie mais il ne serait pas mis en œuvre faute de ressources suffisantes. Des vaccins sont disponibles en très petit nombre et de façon irrégulière auprès de sources publiques et internationales et sont principalement utilisés en cas d'épidémie. On n'abat pas les animaux atteints de fièvre aphteuse et d'autres maladies sauf l'influenza aviaire hautement pathogène. Le personnel paravétérinaire est chargé de faire rapport mais faute de moyens financiers, le coût de ses déplacements et de ses indemnités journalières de subsistance n'est pas pris en charge. Le projet SEAFMD reste utile pour ce qui est de fournir des réseaux, des formations et un cadre pour les réunions.

Application Les spécialistes et les personnes interrogées dans les pays s'accordent sur le fait qu'il n'est pas très difficile sur le plan technique de modifier le modèle de la fièvre aphteuse pour éradiquer à leur tour d'autres maladies animales transfrontalières. L'application à d'autres maladies peut être facilitée si les vaccins coûtent moins cher et si les agriculteurs se montrent plus coopératifs (s'agissant de maladies qui les touchent davantage au plan économique). L'ANASE l'a adopté comme modèle régional pour la lutte contre l'influenza aviaire hautement pathogène. L'extension du modèle à d'autres maladies exigerait malgré tout un complément de ressources et poserait les mêmes problèmes que l'extension des programmes d'éradication de la fièvre aphteuse. Dans les pays qui ont le moins de ressources, il tend à y avoir de la concurrence pour le peu de ressources disponibles. Toutefois, d'une façon plus générale, comme on manque d'informations sur les coûts-avantages et les effets de distribution de l'application du modèle de la fièvre aphteuse, il a été difficile jusqu'ici de convaincre les plus hauts responsables des finances publiques d'allouer des crédits budgétaires supplémentaires, de donner la priorité aux maladies transfrontalières, et de faire recouvrer les frais au niveau des bénéficiaires.

Source: Descriptif des projets et entretiens.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

71. Le renforcement des capacités dans le domaine SPS est un secteur de la coopération pour le développement relativement nouveau pour lequel on a peu accumulé d'expérience. Il n'existe pas encore de documentation clairement établie contenant des recommandations en matière de bonnes pratiques. Il faut poursuivre les travaux pour faciliter les échanges de vues et la formation d'un consensus sur ce qui constitue une bonne pratique dans ce domaine très technique.

72. Les experts techniques ont tendance à dominer la conception des projets dans le domaine SPS. La qualité et la pertinence de l'assistance technique pour le renforcement des capacités dans ce secteur se trouveraient renforcées par une meilleure utilisation des cadres généraux adoptés autour des objectifs et de l'efficacité de la coopération pour le développement, en particulier:

- *la Déclaration du Millénaire et les objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU (OMD) (2000)*
- *la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005); et*
- *l'analyse de l'assistance liée au commerce de l'OCDE (2007)*

73. Les capacités SPS peuvent en principe beaucoup contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, dont en particulier la réduction de la pauvreté (OMD1), la réduction de la mortalité infantile (OMD4), la réduction de l'incidence des maladies graves (OMD6) et la poursuite de la mise en place d'un système commercial ouvert (OMD8). Il est très difficile de préciser et de calculer dans quelle mesure les projets d'assistance technique dans le domaine SPS peuvent favoriser ces objectifs.

74. Les besoins en matière de renforcement des capacités dans le domaine SPS peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre en fonction de nombreux facteurs, comme les dimensions du pays, la situation en matière parasitaire et sanitaire, la situation en matière d'innocuité des produits alimentaires, le développement économique, la gamme des produits nationaux et les marchés desservis. La capacité d'absorption d'un pays tient une place essentielle au moment d'évaluer ce qui peut être mis en place et de quelle manière. Elle dépend aussi de nombreux facteurs, dont en particulier les dimensions et le niveau de développement d'un pays, les institutions, les ressources humaines, les capacités de gestion et les ressources financières. Ce qui est réalisable dans un pays ne peut pas être automatiquement reproduit dans un autre. Il n'y a pas de solution unique. La viabilité des moyens dépend pour une très large part de l'évaluation des besoins, de l'échelonnement des interventions et de la capacité d'absorption.

75. Certains des problèmes financiers liés aux efforts de lutte contre les maladies des végétaux et des animaux et d'amélioration de l'innocuité des produits alimentaires peuvent être allégés par un soutien bien ciblé des donateurs. Toutefois, d'autres conditions préalables – comme l'adhésion des hauts responsables, l'engagement pris par les parties prenantes de participer au projet, des ressources humaines suffisantes, une bonne planification, etc. – sont essentielles pour assurer la durabilité. Une capacité d'absorption insuffisante, en particulier au Cambodge et dans la RDP lao, mais dans une moindre mesure aussi au Viet Nam, exige un engagement et une mobilisation à long terme de la part des pouvoirs publics et des donateurs. Sans accroître simultanément les ressources humaines et la capacité de diagnostic, ainsi que les budgets opérationnels, le soutien des donateurs a peu de chances de donner des résultats durables. L'assistance à court terme ne peut pas apporter beaucoup d'améliorations durables.

76. Selon les conclusions de la présente étude qui indiquent que, si ces projets ont produit des avantages, il y a encore moyen d'améliorer les acquis et les résultats, surtout du point de vue de la durabilité et de la contribution à des objectifs de plus haut rang, en tenant compte des Principes de

Paris sur l'efficacité de l'aide, pour ce qui concerne en particulier l'appropriation des projets par les pays, la mise en œuvre par les bénéficiaires, la gestion fondée sur les résultats, la coordination des donateurs et le suivi et l'évaluation. À cet égard, les constatations de l'OCDE sur l'efficacité de l'assistance liée au commerce semblent s'appliquer dans une grande mesure au renforcement des capacités dans le domaine SPS.

77. Les principales conclusions découlant de la présente étude sont les suivantes:

- La conception et la mise en œuvre des projets de renforcement des capacités SPS doivent se fonder sur une évaluation approfondie des besoins spécifiques et de la capacité d'absorption d'un pays.
- Les projets menés au Viet Nam semblaient être plus adaptés aux besoins et à la capacité d'absorption du pays que les projets analogues menés au Cambodge et dans la RDP lao, de sorte qu'il y a eu moins de problèmes de durabilité et d'efficacité.
- Le niveau d'engagement et de participation, y compris le soutien politique, des bénéficiaires contribue au succès du projet.
- Il est impératif que la qualité du projet soit bonne et que l'assistance technique soit bien ciblée.
- Le modèle du SEAFMD s'est révélé être une bonne pratique du point de vue technique et peut, moyennant quelques ajustements, s'appliquer à d'autres maladies transfrontalières si des ressources suffisantes sont disponibles et si les projets sont viables sur le plan économique.

Recommandations

78. Les activités de renforcement des capacités qui traitent de besoins et de capacités nationaux spécifiques sont généralement menées au moindre coût dans le cadre de projets autonomes. Toutefois, dans les domaines de la coopération économique, de la promotion des échanges et de la gestion des risques transfrontaliers en matière de préservation des végétaux, de santé animale et d'innocuité des produits alimentaires, l'action conjointe crée souvent une synergie. Les projets régionaux devraient donc être sélectifs dans leur champ d'application. La formation délivrée par des experts des pays les plus avancés d'une région aux fonctionnaires de pays voisins moins développés peut être un moyen efficace et rentable de transférer des connaissances et des compétences dans les activités de renforcement des capacités à l'échelle régionale et nationale, d'où la nécessité d'examiner cette possibilité plus avant.

79. Une approche transversale de l'assistance technique dans le domaine SPS peut ajouter beaucoup de valeur aux activités de renforcement des capacités. Par exemple, le projet MUTRAP II a regroupé des experts des pêcheries, de la phytoquarantaine, de l'innocuité des produits alimentaires et de la santé animale dans le cadre d'un projet sur l'analyse des risques, ce qui a permis aux participants de relever des similitudes dans les approches sectorielles et les méthodologies d'évaluation des risques. Une meilleure adaptation et une meilleure exécution de ces approches et activités intersectorielles peuvent se montrer très avantageuses et autoriser une allocation plus efficace des ressources.

80. Le succès des projets se détermine en grande partie au cours de la phase préparatoire. Les lacunes à ce stade influent sur la mise en œuvre et les résultats. Bien que les projets de renforcement des capacités dans le domaine SPS soient souvent complexes au plan technique, la conception des projets n'exige pas seulement des compétences de cet ordre. Il est profitable à ce titre de faire appel à des compétences en matière d'aide au développement, de gestion des projets et à une expertise technique au stade de la conception. Des évaluations des besoins bien planifiées et exécutées peuvent

renforcer encore l'efficacité et la durabilité des projets, et il y a moyen d'améliorer la planification et la réalisation d'évaluations des besoins en matière d'assistance technique dans le domaine SPS et liée au commerce.

81. La qualité de la gestion des projets intégrant des activités de renforcement des capacités dans le domaine SPS influe lourdement sur les résultats. Il en est de même pour la gestion des services SPS. Comme les pays n'ont généralement pas les moyens d'assurer une gestion de qualité, il peut y avoir avantage à améliorer les capacités de gestion dans les projets intéressant le domaine SPS. Opter pour la gestion directe par les donateurs et les organismes internationaux pour remédier à ce problème ne constitue généralement pas une bonne pratique car elle n'accroît ni l'efficacité de l'intervention ni la prise en charge du projet par les pays concernés.

82. Il importe d'assurer la permanence du suivi et de l'évaluation pour ce qui concerne les principes de responsabilité et de transparence, le contrôle de la gestion et l'apprentissage continu. Les systèmes de suivi et d'évaluation devraient être bien planifiés et intégrés dans la conception des projets, et l'on devrait prévoir suffisamment de ressources à cet effet.

83. En conclusion, les principales recommandations issues de la présente étude sont les suivantes:

- Mener les activités de renforcement des capacités dans toute la mesure possible à l'échelle nationale et cibler les activités régionales sur des domaines particuliers d'interaction et d'interdépendance entre pays.
- Une préparation approfondie et participative faisant intervenir les bénéficiaires et les homologues est indispensable pour s'assurer que les parties ont la même perception du projet et en attendent la même chose, préciser les rôles et les responsabilités et faire en sorte que les bénéficiaires aient davantage l'initiative dans l'exécution des projets.
- Trouver le juste équilibre entre les compétences en matière d'aide au développement et de gestion des projets et l'expertise technique au stade de la conception des projets.
- L'évaluation des besoins devrait permettre: 1) de vérifier la pertinence et la rentabilité des activités et des capacités envisagées; ii) d'examiner si un financement est disponible à long terme pour les services à fournir et prévoir un plan directeur; et iii) mettre l'accent sur l'intérêt public général (OMD) plutôt que sur les intérêts restreints des institutions publiques et des entreprises privées visées.
- Un bon cadre logique est fondamental pour la gestion fondée sur les résultats des projets de renforcement des capacités. Un cadre logique bien établi précise les liens de cause à effet entre les buts, les objectifs et les activités, montre sur quelles hypothèses s'appuient les résultats et la finalité générale du projet et quantifie les moyens à mettre en œuvre et les produits pour poser les bases de la gestion fondée sur les résultats.
- Les parties prenantes des pays bénéficiaires devraient jouer un plus grand rôle dans la gestion des projets et leur mise en œuvre. La formation des cadres devrait être incorporée dans les projets de renforcement des capacités dans le domaine SPS, en particulier dans les pays dotés de faibles moyens.
- Les systèmes de suivi et d'évaluation devraient faire partie intégrante de tous les projets d'assistance technique dans le domaine SPS et être mis en œuvre sans délai.

ANNEXE 1: RENSEIGNEMENTS SUR LES SIX PROJETS À L'EXAMEN

- 1a: Accès aux marchés et appui à la facilitation des échanges pour les pays du delta du Mékong par le renforcement des capacités institutionnelles et nationales en matière de normalisation, de métrologie, d'essais et de qualité, Phase I (NORAD-ONUUDI)
- 1b: Appui à l'accès aux marchés pour le Viet Nam par le renforcement des capacités en matière de métrologie, d'essais et de conformité (SECO-ONUUDI)
- 1c: Programme de lutte contre la fièvre aphteuse en Asie du Sud-Est (SEAFMD)
- 1d: Projet d'assistance multilatérale dans le domaine du commerce Viet Nam II (MUTRAP II)
- 1e: Phytoquarantaine II – Traitement thermique pour le déparasitage contre les mouches des fruits (JICA)
- 1f: Parasites zoonotiques transmis par le poisson (FIBOZOPA)

Annexe 1a: Descriptif du projet – Accès aux marchés et appui à la facilitation des échanges pour les pays du delta du Mékong par le renforcement des capacités institutionnelles et nationales en matière de normalisation, de métrologie, d'essais et de qualité Phase I (NORAD-ONUDI)

Fiche de renseignements sur le projet	
• Sujet/thème	NMEQ, OTC et mesures SPS
• Type d'assistance	Infrastructure immatérielle et matérielle
• Pays	Cambodge, RDP lao et Viet Nam
• Donateur	NORAD
• Organisme d'exécution	ONUDI
• Durée du projet	Mai 2003–juillet 2005
• Budget	804 000 dollars EU (sans les dépenses d'appui à l'organisme d'exécution); 908 520 dollars EU (dépenses d'appui comprises)
• Descriptif sommaire	Appui général dans le domaine NMEQ qui prévoyait une évaluation initiale des lacunes, l'organisation de formations et d'ateliers et la fourniture de matériel
• Objectifs	<p><i>Objectif de développement:</i></p> <p>Promouvoir le développement industriel et les capacités d'exportation en réduisant les OTC par le renforcement des infrastructures et des capacités nationales dans le domaine NMEQ</p> <p><i>Objectif immédiat 1:</i></p> <p>Renforcer les capacités concernant les conditions d'accès aux marchés et les OTC et identifier les sous-secteurs manufacturiers et les marchés d'exportation sur lesquels faire porter les mesures correctives</p> <p><i>Objectif immédiat 2:</i></p> <p>Examiner et améliorer les infrastructures techniques requises pour l'élaboration de normes et l'harmonisation; la métrologie et les laboratoires d'essais; les normes en matière d'étiquetage, d'accréditation, de certification des laboratoires et de systèmes de qualité</p>
• Principales activités	<p>Évaluation des infrastructures dans le domaine NMEQ</p> <p>Évaluation technique des installations et moyens métrologiques, laboratoires chimiques et microbiologiques</p> <p>Regroupement des institutions dans le domaine NMEQ aux fins d'harmonisation des normes, institution éventuelle d'une autorité régionale de l'accréditation</p> <p>Sensibilisation à l'importance des questions NMEQ par des programmes de formation de groupes sur les normes, l'accréditation, le système HACCP et les normes ISO 9000, ISO 14000, ISO 17025</p>
• Volets SPS	Évaluation de la capacité de diagnostic en matière d'innocuité des produits alimentaires, de préservation des végétaux et de santé animale
• Institutions partenaires	<p>Institutions de chaque pays dans le domaine NMEQ</p> <p>Viet Nam: Direction des normes, de la métrologie et de la qualité (STAMEQ)</p> <p>Cambodge: Département des normes industrielles du Cambodge (ISC) (MIME)</p> <p>RDP lao: Département de la propriété intellectuelle, de la normalisation et de la métrologie (DISM) de (l'ancien) Office de la science, de la technologie et de l'environnement (STEA)</p>
• Bénéficiaires	<p>Viet Nam: Direction des normes, de la métrologie et de la qualité (STAMEQ)</p> <p>Institut vietnamien de métrologie (VMI)</p> <p>Centre d'assurance qualité et d'essai (QUATEST)</p> <p>Bureau d'accréditation (BOA)</p> <p>Cambodge: Département des normes industrielles du Cambodge (ISC) (MIME)</p> <p>RDP lao: Département de la propriété intellectuelle, de la normalisation et de la métrologie (DISM) de (l'ancien) STEA</p> <p>Centre de contrôle qualité de l'alimentation et des médicaments du Ministère de la santé (MOH)</p>

Fiche de renseignements sur le projet	
	Centre de protection des végétaux du Ministère de l'agriculture et de la sylviculture (MAF) Installations manufacturières Exportateurs
• Résultats attendus	Plan d'action détaillé pour chaque pays permettant de combler les lacunes dans le domaine NMEQ; le rapport servira de point de départ à la phase II Plan de travail et ressources nécessaires pour la mise en place et l'accréditation de laboratoires Formation à l'innocuité des produits alimentaires, au système HACCP et à l'audit
• Finalité générale	Meilleure compréhension des questions NMEQ et SPS Capacités accrues dans le domaine NMEQ
• Durabilité	La phase II doit permettre d'établir/de renforcer des laboratoires de métrologie, de microbiologie et de chimie dans les pays (1,5 million de dollars EU) L'ONUDI doit cibler des pays donateurs pour financer la phase II
• Évaluation	Une évaluation a été faite à l'issue du projet par la NORAD, des représentants des pays bénéficiaires et l'ONUDI (consultant indépendant), juillet 2005

Éléments d'appréciation

Conception du projet	
• Pertinence	Utile pour l'OMC et l'AFTA Conforme à la stratégie des pouvoirs publics et des institutions
• Historique du projet	Ce projet fait suite à des travaux antérieurs de l'ONUDI
• Rôle des bénéficiaires	La STAMEQ du Viet Nam, le DISC du Cambodge, et le DISM lao ont collaboré à la conception du projet avec la NORAD et l'ONUDI
• Évaluation des besoins	Interventions effectives fondées sur une analyse détaillée des besoins
• Articulation des buts, objectifs et indicateurs	Le cadre logique n'a pas été appliqué de façon systématique. Certaines activités ne sont pas définies avec précision et les facteurs de succès (résultats, impact attendu et finalité générale) ne sont pas pris en compte. On n'a pas fait suffisamment le lien entre les moyens mis en œuvre et les résultats, coûts compris
Mise en œuvre du projet	
• Prise en charge par les pays	Toutes les institutions ont déclaré que les pays s'étaient largement approprié le projet (sauf sur le plan financier) du fait principalement de la qualité élevée des interventions Le Cambodge a alloué 100 000 dollars EU à la construction du centre de métrologie
• Participation des bénéficiaires	Les bénéficiaires ont participé à hauteur de 20-40 pour cent en fournissant du personnel, des infrastructures et des installations et en procédant à une évaluation des besoins d'ordre technique Le gouvernement cambodgien a alloué des fonds à un laboratoire chimique et microbiologique
• Gestion du projet	Le projet a été géré par un Directeur de projet, un Conseiller technique principal, un expert associé et les représentants nationaux de l'ONUDI. Le rapport d'évaluation a montré que les homologues et les bénéficiaires des pays n'avaient pas une idée exacte de la répartition des responsabilités entre ces agents d'exécution
• Synergies	L'évaluation de la NORAD-ONUDI a été appuyée par des projets indépendants dont un au Viet Nam (financé par le SECO) et un au Cambodge (financé par l'Agence autrichienne pour le développement)
• Transparence	Un examen commun (gouvernement, ONUDI, NORAD) a été effectué chaque année jusqu'à l'examen final
• Suivi	L'ONUDI a été chargée du suivi

Impacts	
<ul style="list-style-type: none"> Objectifs de plus haut rang 	<p>Création d'infrastructures NMQE intéressant l'élaboration des politiques, les actions de sensibilisation et l'enrichissement des connaissances</p> <p>Le projet traitait des problèmes à l'exportation, contribuant ainsi au développement et à la réduction de la pauvreté</p> <p>Le projet a aidé les consommateurs nationaux à se protéger contre les produits inférieurs aux normes ou dangereux que ces derniers aient été fabriqués localement ou importés</p>
Principaux enseignements à tirer pour les bonnes pratiques	
<ul style="list-style-type: none"> Conception du projet 	<p>L'approche participative a permis aux pays de bien s'approprier le projet et d'inscrire ce dernier dans la durée</p>
<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du projet 	<p>Un contrat de longue durée avec les mêmes consultants a permis d'assurer la continuité et l'efficacité</p> <p>La conjonction des ressources matérielles (équipement) et des ressources immatérielles (renforcement des capacités, consultations et orientations) a été efficace</p> <p>Les consultants de l'ONUDI ont fait état de compétences élevées, d'une capacité d'adaptation aux institutions bénéficiaires, d'une bonne aptitude à la communication</p> <p>Les experts internationaux et nationaux ont travaillé de concert</p>
<ul style="list-style-type: none"> Rentabilité 	<p>Les missions d'experts mixtes pour les projets régionaux ont permis de faire des économies</p>
<ul style="list-style-type: none"> Éléments pouvant être reproduits 	<p>La création de synergies entre différentes interventions financées par divers donateurs et mises en œuvre par l'ONUDI et ses homologues s'est révélée efficace</p>

Sources: Réponse de l'ONUDI au document G/SPS/GEN/816.
 Descriptif du projet.
 Évaluation du projet.
 Entretiens.

Annexe 1b: Descriptif du projet – Appui à l'accès aux marchés pour le Viet Nam par le renforcement des capacités en matière de métrologie, d'essais et de conformité

Fiche de renseignements sur le projet	
• Sujet/thème	NMEQ, OTC/SPS
• Type d'assistance	Infrastructure immatérielle et matérielle
• Pays	Viet Nam
• Donateur	SECO
• Organisme d'exécution	ONUDI
• Durée du projet	2004-2007
• Budget	985 000 dollars EU (sans les dépenses d'appui à l'organisme d'exécution)
• Descriptif sommaire	Aide globale dans le domaine NMEQ prévoyant la fourniture de matériel, d'installations et d'appui en faveur de l'accréditation
• Objectifs	<p><i>Objectif de développement:</i> Faciliter l'accès aux marchés et les capacités d'exportation en réduisant les OTC par le renforcement des structures institutionnelles et des capacités nationales dans les domaines NMEQ et de l'évaluation de la conformité</p> <p><i>Objectif immédiat:</i> Moderniser les infrastructures techniques requises pour la métrologie, les textiles/vêtements, la microbiologie et les essais chimiques et les besoins en étalonnage du secteur, les capacités de certification du système, et renforcer les capacités de services dans le domaine NMEQ</p>
• Principales activités	<p>Fourniture de matériel et de formation pour renforcer les laboratoires de métrologie, de microbiologie et d'essais chimiques</p> <p>Cours de formation des formateurs aux normes ISO 9000, ISO 14000, au système HACCP, etc.</p> <p>Fourniture d'une formation à l'intention du Bureau d'accréditation</p>
• Volets SPS	<p>Capacité de diagnostic de l'innocuité des produits alimentaires pour le laboratoire de biologie de la NAFIQAVED 1 et le centre 3 d'assurance de qualité et d'essai (QUATEST) pour fournir des services d'essais aux exportateurs dans les secteurs de l'industrie alimentaire et des pêcheries</p> <p>Capacités relatives au système HACCP</p>
• Institutions partenaires	STAMEQ
• Bénéficiaires	STAMEQ (ancienne) NAFIQAVED, les entreprises manufacturières et les exportateurs
• Résultats attendus	<p>Modernisation de 5 laboratoires d'essais et de 6 laboratoires de métrologie</p> <p>Accréditation internationale de 4 laboratoires de métrologie, de 4 laboratoires d'essais (y compris en microbiologie pour le NAFIQAD et en produits chimiques et microbiologie pour le Quatest 3)</p> <p>Augmentation du nombre de formateurs locaux au système HACCP, aux normes ISO 9000, ISO 14000 et aux bonnes pratiques de fabrication</p> <p>Création du Conseil national d'accréditation</p>
• Finalité générale	<p>Capacités accrues pour les laboratoires d'essais et de métrologie</p> <p>Séparation des services de certification (Bureau d'accréditation) et des services de normalisation pour la STAMEQ</p>
• Durabilité	La phase de suivi est en cours de mise en œuvre
• Évaluations	Une évaluation finale a été menée à la fin du premier cycle de projets

Éléments d'appréciation

Conception du projet	
• Pertinence	Conforme aux stratégies nationales du Viet Nam dans le domaine NMEQ et de la promotion des exportations Important pour le secteur des exportations en voie d'expansion du Viet Nam, en particulier celui des pêcheries
• Historique du projet	Cette intervention vient en complément du projet régional NORAD-ONUDI
• Rôle des bénéficiaires	Le projet a été conçu en coopération avec les bénéficiaires directs
• Évaluation des besoins	L'évaluation des besoins effectuée pour le projet NORAD-ONUDI a été utilisée pour la formulation du projet; toutefois, elle avait été menée au niveau des prestataires de services
• Articulation des buts, objectifs et indicateurs	Les résultats, la finalité générale et les indicateurs de performance n'ont pas été clairement définis; on ne disposait pas de données de base au démarrage du projet Le budget n'a pas été corrélé aux résultats et aux activités
Mise en œuvre du projet	
• Prise en charge par les pays	Le Viet Nam avait fait d'importants investissements dans les infrastructures Un plan de suivi détaillé a été établi sur la mise en œuvre des recommandations concernant la gouvernance et les questions institutionnelles
• Participation des bénéficiaires	Importants moyens humains Infrastructures et installations (modernisation et rénovation de bâtiments) Dépenses d'exploitation des laboratoires devant être créés Financement de cours de formation supplémentaires Apport à l'évaluation des besoins au niveau technique
• Gestion du projet	Mode d'exécution et de mise en œuvre au plus juste pour l'organisme d'exécution Le bureau de pays de l'ONUDI a rempli les fonctions de centre de liaison et de coordonnateur des moyens techniques
• Synergies	Une composante de l'ONUDI-Viet Nam a intégré le programme de coopération D'autres projets du SECO et de l'ONUDI et l'ETV2 de l'UE ont été pris en compte, mais aucun lien formel n'a été établi
• Suivi	L'organisme d'exécution, l'ONUDI, a été chargé du suivi
Impacts	
• Objectifs de plus haut rang	Promotion des exportations Protection accrue des consommateurs nationaux contre les produits inférieurs aux normes ou dangereux
Principaux enseignements à tirer pour les bonnes pratiques	
• Conception du projet	Approche globale intégrée du renforcement dans le domaine NMEQ, qui associe la modernisation des installations et la formation, l'appui à l'accréditation internationale et les services consultatifs Haut degré de prise en charge par les bénéficiaires
• Mise en œuvre du projet	Haute qualité des moyens techniques Mode de mise en œuvre du projet (exécution par un organisme avec la participation active de la STAMEQ) Souplesse de la gestion du projet pour s'adapter à l'évolution des besoins Les homologues vietnamiens ont adopté une approche volontariste
• Éléments pouvant être reproduits	Le projet a été conçu en coopération avec les bénéficiaires directs Mode d'exécution au plus juste adopté par l'organisme d'exécution (avec une participation quotidienne active des homologues), permettant à cet organisme de disposer de bureaux et d'homologues très opérants

Sources: Réponse de l'ONUDI au document G/SPS/GEN/816.
Descriptif du projet.
Évaluation du projet.

Annexe 1c: Descriptif du projet – Programme de lutte contre la fièvre aphteuse en Asie du Sud-Est (SEAFMD)

Fiche de renseignements sur le projet	
• Sujet/thème	Santé animale
• Type d'assistance	Infrastructure immatérielle et matérielle
• Pays	Cambodge, RDP Lao, Viet Nam, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines et Thaïlande
• Donateur	AusAID pour la phase 3
• Organisme d'exécution	Unité de coordination régionale de l'OIE (UCR)
• Durée du projet	Phase 1 (1997-2001): Phase préparatoire Phase 2 (2001-2005): Phase de contrôle Phase 3 (2006-2010): Phase d'éradication et de consolidation
• Budget	Contributions de l'Australie: Phase 1: 600 000 dollars australiens (530 000 dollars EU environ)* Phase 2: 2,37 millions de dollars australiens (2 millions de dollars EU environ) Phase 3: 1,018 million de dollars australiens (1 million de dollars EU environ) Total: 3,99 millions de dollars australiens (3,5 millions de dollars EU environ) Autres donateurs: France, Nouvelle Zélande, Japon, appui à la formation FAO-BAsD
• Descriptif sommaire	Mécanisme de coordination entre les services de santé animale des pays membres pour obtenir une réduction progressive de la fièvre aphteuse, création de zones exemptes de fièvre aphteuse
• Objectifs	<i>Objectif immédiat:</i> Améliorer les services vétérinaires pour constituer une base de données et mettre au point une stratégie régionale de lutte contre la maladie <i>Objectif intermédiaire:</i> Améliorer la productivité et accroître les revenus des éleveurs de bétail <i>Objectif à long terme:</i> Faciliter et promouvoir le commerce international des animaux et des produits d'origine animale dans les pays comprenant des régions exemptes de fièvre aphteuse en Asie du Sud-Est. Protection contre la fièvre aphteuse par des campagnes de vaccination dans les pays membres
• Principales activités	<i>Entre autres:</i> Établissement de mémorandums d'accord entre les pays Suivi de la fièvre aphteuse dans les pays membres par le biais de rapports mensuels Gestion des déplacements des animaux et identification de zones pour le bétail
• Volets SPS	Lutte contre la fièvre aphteuse pour autoriser le commerce du bétail
• Institutions partenaires	Services de santé animale des pays membres
• Bénéficiaires	Les pays membres et les pays frontaliers (République populaire de Chine) Services de santé animale des pays membres Agriculteurs, négociants et agents de l'agroalimentaire

* Le taux de change employé est de 1,1343 dollar australien pour 1 dollar EU, taux du marché à la fin de 2007, Statistiques financières internationales du FMI.

• Résultats attendus	SEAFMD 2020 – Stratégie à long terme de zonage progressif destinée à maîtriser et éradiquer la fièvre aphteuse Laboratoire régional de référence pour la fièvre aphteuse en Thaïlande Base de données d'accès au SEAFMD s'appuyant sur les rapports de suivi mensuels des pays membres Établissement de zones de contrôle de la fièvre aphteuse Modules de formation pour les vétérinaires et paravétérinaires Plans nationaux pour la fièvre aphteuse
• Finalité générale	Pays d'Asie du Sud-Est exempts de fièvre aphteuse d'ici à 2020 Un meilleur suivi et une meilleure maîtrise de la fièvre aphteuse dans les pays membres, avec des résultats variables Meilleure connaissance de la fièvre aphteuse dans les pays membres par le biais du plan de communication et du site Web du projet SEAFMD
• Durabilité	Le projet doit être rattaché à l'ANASE afin d'être financé par le Fonds fiduciaire ANASE pour la santé animale (AAHTF)
• Évaluations	Des examens d'experts ont été effectués pour les phases 1 (1999) et 2 (2003). Une étude a été menée en 2008 pour la phase 3 dont les résultats ont servi de base à une demande de financement de projet adressée à l'AusAID pour la période allant jusqu'en décembre 2010.
• Site Web	http://www.seafmd-rcu.oie.int/index.php

Éléments d'appréciation

Conception du budget	
• Pertinence	Importance de la fièvre aphteuse du point de vue du commerce du bétail dans la région
• Historique du projet	Piloté principalement par les donateurs – OIE, AusAID, DAFF
• Rôle des bénéficiaires	Les pays bénéficiaires ont participé dans une certaine mesure mais pas les agriculteurs et les négociants
• Évaluation des besoins	La phase 3 a tenu compte des résultats des phases 1 and 2; évaluation des besoins limitée
• Articulation des buts, objectifs et indicateurs	Absence de cadre logique de qualité; aucun suivi ni évaluation en place faute de budget suffisant
Mise en œuvre du projet	
Prise en charge par les pays	Les bénéficiaires sont en grande partie chargés d'orienter l'évolution du projet à l'échelle nationale selon l'approche arrêtée.
• Participation des bénéficiaires	Pour la coordination des activités, la participation peut être de 20 pour cent y compris les détachements à l'UCR, la planification, etc. Les bénéficiaires n'ont cessé d'apporter une importante contribution en nature aux ressources en personnel grâce aux activités et à l'engagement des parties prenantes. Le projet assure la coordination des interventions et fournit des conseils stratégiques pour harmoniser et rendre plus efficace la lutte contre les maladies. Les pays membres fournissent des ressources imputables sur leur propre budget ou passent par l'appui aux projets bilatéraux pour mettre en œuvre les activités de terrain dans les pays. La Thaïlande accueille le bureau de l'UCR.
• Participation du secteur privé	Comité consultatif du secteur privé
• Gestion du projet	L'Unité de coordination régionale de l'OIE (UCR) met le projet en œuvre

• Synergies	Activités conjointes avec le projet FAO/BAsD GMS TADs (stages de formation, campagnes de surveillance et de sensibilisation du public) Programme OIE/AusAID pour le renforcement des services vétérinaires
• Transparence	Le programme est examiné chaque année par les coordonnateurs de programmes nationaux pour réévaluer les priorités en fonction de l'évolution de la situation
• Suivi	Le suivi et l'évaluation sont des composantes essentielles du projet. L'UCR soumet régulièrement des rapports semi-annuels et annuels au donateur et au siège de l'OIE. À l'avenir, le programme intégrera un volet de suivi et d'évaluation.
• Difficultés	Étant donné la conjoncture socioéconomique des pays, des difficultés sont apparues dans les pays les plus pauvres pour ce qui est notamment de mener des activités de terrain. Le pouvoir d'intervention des organismes d'exécution peut être limité faute d'une législation adaptée. Le projet SEAFMD s'est efforcé de résoudre ces problèmes par une série d'activités qui ont consisté entre autres choses à aider les pays à trouver des donateurs bilatéraux, à mettre en place des projets conjoints, à mobiliser des agents au niveau des ministères et des chefs de département et à améliorer la communication.
• Financement	Les fonds destinés aux activités de base ne sont alloués qu'aux activités régionales. Pour la mise en œuvre du projet à l'échelle nationale, les pays doivent se procurer leurs propres ressources.
Impacts	
• Objectifs de plus haut rang	Accroissement de la productivité Réduction de la pauvreté
Principaux enseignements à tirer pour les bonnes pratiques	
• Mise en œuvre du projet	Appui du personnel politique et des hauts responsables dans les pays membres et l'OIE Efficacité du personnel de l'UCR Appui et engagement constructif des pays Membres Planification rationnelle assortie de résultats et d'objectifs attendus et évaluation d'experts Financement et engagement en cours Processus d'examen continu et réunions annuelles
• Éléments pouvant être reproduits	Méthodes suivies pour la coordination entre les pays

Sources: Réponse d'AusAID au document G/SPS/GEN/816.
Réponse de l'OIE au document G/SPS/GEN/816.
Descriptif du projet SEAFMD 2020.
Entretiens.

Annexe 1d: Descriptif du projet – Projet d'assistance multilatérale dans le domaine du commerce Viet Nam II (MUTRAP II)

Fiche de renseignements sur le projet	
• Sujet/thème	Accession de l'OMC, Accords SPS/OTC
• Type d'assistance	Information, formation, et infrastructure matérielle
• Country	Viet Nam
• Donateur	Union européenne
• Organisme d'exécution	L'organisme d'exécution est le Ministère du commerce Gestion du projet par l'Équipe spéciale chargée du projet
• Durée du projet	2005-2008
• Budget	5,35 millions d'euros (CE: 5,1 millions d'euros; Viet Nam: 0,25 million d'euros) OU 7,88 millions de dollars EU (CE: 7,51 millions de dollars EU; Viet Nam: 0,37 million de dollars EU)*
• Descriptif sommaire	Assistance globale pour permettre au Viet Nam de satisfaire à ses engagements dans le cadre de l'OMC avec un appui conséquent des points d'information SPS/OTC
• Objectifs	<i>Objectif général:</i> Créer et renforcer les conditions d'une croissance économique viable et stable par une meilleure intégration dans le système commercial mondial et contribuer à terme à la réduction de la pauvreté <i>But du projet:</i> Renforcer la capacité des pouvoirs publics et des parties prenantes à gérer l'accession à l'OMC et à remplir leurs engagements découlant d'autres accords internationaux et régionaux liés au commerce
• Principales activités	Études ponctuelles sur l'agriculture et les services Aide spécifique aux point d'information SPS/OTC: voyages d'étude, fourniture de matériel, création de "portails et de bases de données " et évaluation des règlements concernant les Accords SPS/OTC Diverses activités "horizontales" sur les législations et les règlements, le règlement des différends et les techniques de négociation
• Volet SPS	5 activités sur 27 concernaient les mesures SPS, s'agissant en particulier de l'Accord SPS de l'OMC et du point d'information SPS
• Institutions partenaires	Ministère du commerce (MOT), Ministère de la santé (MOH), Ministère de l'agriculture et du développement rural (MARD) et l'(ancien) Ministère des pêcheries (MOFI)
• Bénéficiaires	Le point d'information SPS Les organismes prenant part à l'accession de l'OMC et à la mise en œuvre: MARD, MOH, MOST; des associations professionnelles, des universités et des instituts de formation
• Résultats attendus	Des rapports finaux sur les diverses activités y compris les études sur l'équivalence avec les règles de l'OMC et les accords de reconnaissance mutuelle et les évaluations des risques Organisation d'ateliers sur les diverses activités Établissement du point d'information SPS
• Finalité générale	Une plus grande sensibilisation aux Accords SPS/OTC de l'OMC et une meilleure compréhension de ces accords Moyens accrus pour le point d'information SPS
• Durabilité	Les bénéficiaires ont 60-80% des capacités nécessaires pour garantir les avantages dans la durée (étude)
• Évaluations	Évaluation indépendante à moyen terme (février 2007)
• Site Web	http://www.mutrap.org.vn/

* Le taux de change utilisé est de 0,6793 euro pour 1 dollar EU, taux de change représentatif à la fin de 2007, FMI.

Éléments d'appréciation

Conception du projet	
• Pertinence	Mise en œuvre des engagements de l'OMC
• Historique du projet	Suivi du MUTRAP I
• Rôle des bénéficiaires	Consultations avec le MOT, le MARD, (l'ancien) MOFI et le MOH
• Évaluation des besoins	Suivi de la phase d'élargissement du MUTRAP I
• Articulation des buts, objectifs et indicateurs	Aucun indicateur précis ni capacités techniques appropriées nécessaires pour mesurer les effets des activités (d'après l'évaluation)
Mise en œuvre du projet	
• Prise en charge par les pays	L'organisme d'exécution est le MOT; mise en œuvre conjointe des activités
• Participation des bénéficiaires	Apport de personnel dont un directeur de projet et un comptable Bureau et lieux des réunions Des experts d'organismes SPS remplissent les fonctions de consultants
• Gestion du projet	Gestion compétente par l'Équipe spéciale chargée du projet pour suivre la mise en œuvre et faciliter la communication
• Suivi	Un maître d'œuvre indépendant et des bénéficiaires en ont été chargés
Impacts	
• Objectifs de plus haut rang	Capacités institutionnelles dans le domaine du commerce international Accès aux marchés
Principaux enseignements à tirer pour les bonnes pratiques	
• Conception du projet	Bonne prise en charge par les pays et soutien politique Conception du projet sur demande; tenue des réunions dont les bénéficiaires avaient besoin Liens actifs avec le plan de travail en cours des bénéficiaires
• Mise en œuvre du projet	La coordination n'a pas été facile étant donné le nombre d'organismes SPS dotés de capacités de différents niveaux. Les travaux ont été facilités par la tenue régulière de réunions et d'ateliers de travail en réseau sur les politiques et la participation étroite des intéressés, y compris les négociateurs de l'OMC, aux études thématiques. Experts étrangers et personnel de projet de haute qualité
• Éléments pouvant être reproduits	Ce projet traitait de questions transversales en rapport avec les préoccupations nationales (accession à l'OMC et respect des engagements)

Sources: Réponse des CE au document G/SPS/GEN/816.
 Descriptif du projet.
 Évaluation du projet.
 Entretiens.

Annexe 1e: Descriptif du projet – Phytoquarantaine II – Traitement thermique pour la destruction des mouches des fruits

Fiche de renseignements sur le projet	
• Sujet/thème	Préservation des végétaux
• Type d'assistance	Infrastructure immatérielle
• Pays	Viet Nam
• Donateur	JICA
• Organisme d'exécution	JICA
• Durée du projet	Mai 2003–septembre 2007
• Budget	630 000 dollars EU (soit 72 millions de yen environ*)
• Description sommaire	Cours de formation d'une durée de deux mois et demi, emploi d'experts et utilisation d'installations fournis par le Japon
• Objectifs	<i>Objectif des cours:</i> Comprendre les principes et les techniques des traitements et posséder les compétences nécessaires au suivi des procédures
• Principales activités	Conférences, formation pratique, voyages d'études, et préparation du rapport de pays
• Volet SPS	Capacité à effectuer des régimes de quarantaine conformément aux prescriptions des pays importateurs
• Institutions partenaires	Département de la préservation des végétaux du MARD
• Bénéficiaires	Agents responsables de la préservation des végétaux appliquant des traitements de phytoquarantaine (traitement à la vapeur, traitement à froid, etc.) aux mouches des fruits Exportateurs de fruits
• Résultats attendus	Le personnel a été formé aux traitements de phytoquarantaine
• Finalité générale	Capacité accrue de quarantaine phytosanitaire
• Durabilité	Liens avec le PCT de la JICA "Amélioration des techniques des traitements de phytoquarantaine contre les mouches des fruits sur les fruits frais au Viet Nam" y compris la fourniture du matériel permettant d'exercer les compétences

* Le taux de change employé est de 114 yen pour 1 dollar EU, taux du marché à la fin de 2007, Statistiques financières internationales du FMI.

Éléments d'appréciation

Conception et mise en œuvre du projet	
• Pertinence	Important pour les exportations de fruits du Viet Nam, en expansion ou en projet
• Historique du projet	La formation est un volet du PCT de la JICA
• Participation des bénéficiaires	4 participants à un stage de formation
• Évaluation des besoins	Projet fondé sur l'évaluation des besoins
• Suivi	Il a été assuré par la JICA
Impacts	
• Objectifs de plus haut rang	Amélioration de l'accès aux marchés pour les fruits avec acquisition de compétences en vue du développement de procédures de déparasitage satisfaisant aux prescriptions phytosanitaires des pays importateurs
Principaux enseignements à tirer pour les bonnes pratiques	
• Conception du projet	Des prescriptions spécifiques garantissent la qualification du stagiaire (expérience de la phytoquarantaine, travaux en cours dans ce domaine, maîtrise de l'anglais (cours donné en anglais), niveau d'études)

<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du projet 	<p>Un rapport de pays devra être présenté qui attestera de la connaissance et de la maîtrise des questions et des problèmes en jeu, y compris l'examen de l'organisation de la phytoquarantaine, de l'industrie des fruits, du système de phytoquarantaine et des difficultés qu'il pose et des parasites des plantes. Le cours peut être adapté à chaque pays, pour que les participants en voient l'application dans son contexte particulier.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Éléments pouvant être reproduits 	<p>Le programme de formation répond aux besoins des pays en développement qui souhaitent exporter des fruits tropicaux</p> <p>Transfert de technologie efficace et rentable en direction de plusieurs pays avec l'aide des ressources humaines et des installations japonaises</p>

Sources: Réponse de la JICA au document G/SPS/GEN/816.
 Descriptif du projet.
 Entretiens.

Encadré 5. Programme de coopération technique de la JICA sur la phytoquarantaine

Les fruits tropicaux du Viet Nam ont un potentiel considérable à l'exportation mais pour cela, il importe surtout de développer ce potentiel par un régime de quarantaine qui réponde aux prescriptions du pays importateur. Le gouvernement vietnamien a demandé au Japon de l'aider à utiliser les techniques de déparasitage contre les mouches des fruits.

Le projet de la JICA intitulé "Projet d'amélioration des techniques de phytoquarantaine contre les mouches des fruits qui attaquent les fruits frais" a duré de mars 2005 à février 2008. Le PCT a fourni les moyens d'application des techniques de déparasitage, notamment le traitement à la vapeur pour les mouches des fruits qui attaquent les fruits du dragon. Le projet prévoyait la formation par des experts japonais au Viet Nam, la formation du personnel de quarantaine au Japon et la fourniture de matériel de traitement à la vapeur au laboratoire du Centre II de quarantaine post-entrée situé à Ho Chi Minh Ville.

Quatre participants ont assisté au cours de formation "Traitement thermique pour le déparasitage contre les mouches des fruits" à Okinawa. Le cours traitait des méthodes d'application du traitement à la vapeur, des techniques de traitement, de la mise au point d'un système de stockage des données de diagnostic et d'analyse des résultats.

Les bénéficiaires vietnamiens ont fourni des journées personnel, des installations et du matériel, ainsi que des ressources financières. La technique pourrait à terme s'appliquer à d'autres fruits tropicaux. Le projet a toutes les chances de durer du fait de l'appui du Département de préservation des végétaux qui affecte du personnel et des ressources budgétaires et de la mobilisation et de l'engagement du personnel de quarantaine.

Parmi les principaux aspects des bonnes pratiques du projet figurent: i) une préparation soignée avec un dialogue entre les fonctionnaires japonais et vietnamiens; ii) l'association de la formation, du développement d'institutions et la fourniture de matériel; et iii) des consultations avec le secteur privé qui devrait générer des investissements pour faire passer ces techniques à l'échelle commerciale.

Source: Évaluation du projet, site Web de la JICA, documents fournis et entretiens.

Annexe 1f: Descriptif du projet – Parasites zoonotiques transmis par le poisson (FIBOZOPA)

Fiche de renseignements sur le projet	
• Sujet/thème	Innocuité des produits alimentaires (préoccupations principalement d'ordre interne)
• Type d'assistance	Infrastructure immatérielle et matérielle
• Pays	Viet Nam
• Donateur	DANIDA
• Organisme d'exécution	L'Institut de recherche pour l'aquaculture 1 est le principal partenaire
• Durée du projet	2005-2008
• Budget	7 millions de couronnes danoises soit 1,4 million de dollars EU*
• Description sommaire	Appui à la recherche coordonnée sur les parasites zoonotiques transmis par le poisson, dont l'octroi de bourses d'études de troisième cycle, la fourniture de matériel et d'installations
• Objectifs	<p><i>Objectif de développement:</i></p> <p>Sensibilisation au niveau national à l'occurrence des infections des parasites zoonotiques transmis par le poisson chez l'homme, aux risques encourus et aux mesures préventives existantes et acquisition de connaissances spécialisées sur la manière de traiter les problèmes aux niveaux de l'administration centrale et des provinces</p> <p><i>Objectif immédiat:</i></p> <p>Description des principaux facteurs conduisant à l'infection des poissons et des êtres humains par les parasites zoonotiques et mesures préventives recommandées et généralisées parmi les parties prenantes directes</p>
• Principales activités	<p>Bourses permettant aux étudiants au niveau du master et du doctorat de faire des recherches sur les parasites zoonotiques transmis par le poisson</p> <p>Formation de scientifiques, de techniciens et d'étudiants à la détection, l'identification et l'épidémiologie de ces parasites</p> <p>Fourniture de matériel de laboratoire</p>
• Volets SPS**	<p>Innocuité des produits à base de poisson</p> <p>Évaluation des risques de parasites zoonotiques transmis par le poisson</p>
• Institutions partenaires	<p>Faculté des sciences de la vie, Département de pathologie vétérinaire, Université vétérinaire et agricole royale danoise</p> <p>Institut de recherche sur l'aquaculture n° 1 (RIA1), Bac Ninh</p> <p>Institut de recherche sur l'aquaculture n° 2 (RIA2), Ho Chi Minh Ville (ancienne) Direction nationale des services vétérinaires et de l'assurance qualité en matière de pêche (NAFIQAVED)</p> <p>Institut national de malariologie, de parasitologie et d'entomologie</p> <p>Institut de biotechnologie</p> <p>Institut d'écologie et de ressources biologiques</p> <p>Institut de recherche-développement sanitaire, Danemark</p> <p>Programme de soutien au secteur de la pêche (FSPS), Hanoi</p> <p>Collège d'aquaculture et des pêcheries, Université de Can Tho</p> <p>Département de parasitologie de l'Institut national de recherche vétérinaire, Hanoi</p>
• Bénéficiaires	<p>Les instituts de recherche du Viet Nam</p> <p>La population en général, de par les risques réduits de contamination alimentaire</p>

* Le taux de change employé est de 5,0753 couronnes danoises pour 1 dollar EU, taux du marché à la fin de 2007, Statistiques financières internationales du FMI.

** Le problème des infections à trématodes dans les produits à base de poisson touche plutôt la santé des nationaux car aucune prescription internationale ne s'applique au poisson cru, le produit étant supposé ne présenter aucun risque après une cuisson suffisante ou une congélation en dessous de 18°C.

• Résultats attendus	Études sur la prévalence des parasites zoonotiques transmis par le poisson chez l'homme et dans les systèmes aquacoles Études épidémiologique, prévalence et facteurs de risque des parasites zoonotiques transmis par le poisson Manuel de laboratoire
• Finalité générale	Meilleure compréhension des parasites zoonotiques transmis par le poisson par divers moyens: ateliers, documentaires télévisés, site Web, articles de presse Capacité de recherche accrue Meilleure capacité à effectuer des évaluations de risques Collaboration renforcée entre les institutions
• Durabilité	Constatations utilisées comme point de départ de la deuxième phase afin d'inclure des études pilotes sur le contrôle et la prévention, diffusion de documents et constitution de réseaux régionaux (collaboration avec le Laos et le Cambodge). Activités de suivi planifiées pour la phase II qui seront cofinancées avec le gouvernement vietnamien et les donateurs et organismes internationaux
• Évaluations	Rapport d'activité à mi-année effectué par les partenaires vietnamiens; rapports annuels
• Site Web	www.fibozopa.ria1.org

Éléments d'appréciation

Conception du projet	
• Pertinence	Les parasites zoonotiques transmis par le poisson constituent un problème sanitaire grave en Asie du Sud-Est; 1 million de personnes environ touchées au Viet Nam (OMS, 1995) Importance de l'aquaculture à l'exportation
• Historique du projet	Fondé sur les travaux d'évaluation des risques de la FAO au Viet Nam Consultations avec (l'ancien) Ministère des pêcheries, le MARD, le MOH, le RIA1, le Ministère des sciences et des techniques et (l'ancienne) NAFIQAVED, la FAO, l'OMS
• Rôle des bénéficiaires	L'expérience accumulée par le MOH et les bureaux locaux de l'OMS en matière de traitement chimiothérapeutique des personnes contaminées a aidé à la conception d'études sur la prévalence chez l'être humain
• Évaluation des besoins	Fondée sur l'évaluation des risques que la FAO a effectuée dans le Sud du Viet Nam et d'autres études de donateurs sur des projets de renforcement des capacités
Mise en œuvre du projet	
• Prise en charge par les pays	Les partenaires ont un rôle actif de proposition, de planification et de mise en œuvre de nouvelles activités Les chercheurs de 11 institutions sont chargés de la planification et de la mise en œuvre de 33 projets de recherche
• Participation des bénéficiaires	Contribution en nature: apport d'un laboratoire, mise à disposition de véhicules, prise en charge des traitements des fonctionnaires et des coûts locaux pour les étudiants de troisième cycle Toutes les activités ont été mises en œuvre sous la forme d'activités conjointes
• Gestion du projet	La mise en œuvre a été confiée au RIA1 et à d'autres principaux partenaires vietnamiens en cogestion avec les homologues danois
• Synergies	Le projet FSPS II de la DANIDA met l'accent sur l'innocuité des produits à base de poisson au stade de la production en tenant compte des résultats du projet FIBOZOPA
• Transparence	Les ajustements concernant la planification et la mise en œuvre de la recherche ont été opérés par accord mutuel entre institutions partenaires
• Suivi	Suivi conjoint des donateurs et des bénéficiaires

• Difficultés	Les activités de recherche ont fait intervenir diverses institutions; les difficultés ont été réglées par l'officialisation des échanges de données et des droits de publication entre les diverses institutions
Impacts	
• Objectifs de plus haut rang	Réduction des maladies transmises par les aliments après exploitation des résultats
Principaux enseignements à tirer pour les bonnes pratiques	
• Conception du projet	Préparation: Tous les permis et accords nécessaires ont été obtenus et sont en place avant le démarrage du projet ou pendant la première année Longue période de planification avec la pleine participation des parties prenantes
• Mise en œuvre du projet	Les étudiants de doctorat ont effectué des travaux de recherche au Viet Nam Combinaison de cours d'enseignement supérieur répondant aux besoins des étudiants en fonction de leurs aptitudes Programmes d'enseignement (master et doctorat) en alternance avec des séjours au Viet Nam
• Éléments pouvant être reproduits	Intérêts mutuels offerts par la recherche Décision mutuelle et prise en charge des travaux de recherche

Sources: Réponse de la JICA au document G/SPS/GEN/816.
Descriptif du projet.
Entretiens.

ANNEXE 2: LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES**Thaïlande**

M. Ronello Abila	OIE-SEAFMD, Unité de coordination régionale
M. Laddawanla Ratananakorn	Département du développement de l'élevage
Mme Carolyn Benigno	FAO
M. Royce Escolar	AusAID
M. Michael Cole	AusAID
M. Boonpeng Sanitwattanatham	Président de l'Association des éleveurs de porcs et des entreprises de transformation de la viande de porc pour l'exportation

RDP lao

M. Souklatsamy Vongsack	Directeur du FDQCC
M. Soumana Choulamany	Directeur de l'Institut de métrologie, NSTA
M. Phaydy Phiaxaysarakham	Directeur de la Division de la phytoquarantaine, DoA, MAF
M. Inthavong Phouth	Coordonnateur national par intérim, SEAFMD RDP lao
M. Sounthone Vongthilath	Chef de la Division de la législation vétérinaire, DOLF, MAF
M. et Mme Poh	Propriétaires d'un abattoir à Vientiane (capitale du pays)

Viet Nam

M. Nguen Nhu Tiep	Directeur général adjoint, NAFIQAD, MARD
Mme Tran Bich Nga	Directrice générale adjointe, NAFIQAD
M. Hoang Van Nam	Directeur général adjoint, Département de la santé animale du MARD
	Coordonnateur national du projet SEAFMD
M. Vu Van Minh	Directeur général adjoint, Autorité chargée des notifications et point d'information SPS
M. Pham Anh Tuan	Directeur général adjoint, Institut de recherche sur l'aquaculture n° 1
Mme Bui Thi Cuc	Chef adjoint de la planification, Division internationale de la coopération et des sciences, Département de la santé animale du MARD
Mme Tran Viet Nga	Directrice de la Division des relations étrangères et de l'intégration du MOH
Mme Nguyen The Thanh Van	Haut fonctionnaire du Département international de la coopération de la STAMEQ
M. Dang Viet Yen	Division de phytoquarantaine du Département de la préservation des végétaux du MARD
Mme Phan Thanh Hang	Division de phytoquarantaine du Département de la préservation des végétaux du MARD
M. Tujii Kensuke	Représentant résident adjoint, JICA
M. Hans Farnhammer	Premier Secrétaire à la coopération économique et à la gouvernance, CE
Mme Vu Thi Tuan Anh	Administratrice de programmes, section de la coopération, CE
M. Paolo Vergano	Expert SPS, MUTRAP II
M. Nguyen Minh Tuan	Directeur général adjoint de la CCIV
M. Pham Ngoc Khoi	Vice-Directeur, CMT Hanoi Joint Stock Company
	Consultant local pour les projets MUTRAP II et MUTRAP III

Cambodge

M. Hou Leng	Directeur général adjoint, Coordonnateur de l'ONUDI pour la métrologie et la propriété intellectuelle
M. Chuon Khlauk	Directeur adjoint, CAMCONTROL, MOC
M. Chan Sopha	Directeur adjoint, Département des normes industrielles (DISC)
	Ministère de l'industrie, de l'exploitation minière et de l'énergie (MIME)
M. Saroeun Kessara	Directeur du Département des affaires techniques et des relations publiques, Camcontrol
M. Dim Theng	Directeur du Laboratoire Camcontrol
M. Chen Seng Heang	Chef du Centre des laboratoires industriels du Cambodge (ILCC)
M. Chheng Uddara	Chef du Bureau de certification des produits, DISC, MIME
M. Sorn San	Directeur du Centre national des enquêtes sur la santé et la production animales, DAHP, MAFF, Coordonnateur national du projet SEAFMD
M. Holl Davun	Directeur adjoint du Centre national des enquêtes sur la santé et la production animales

M. Sok Leng
M. Yem Narith
Mme Hin Kesar
M. Sawai Tangtanaporn

Chef de la Division de la formulation des normes, DISC, MIME
Chef du Bureau d'information et point d'information OTC, DISC, MIME
Chef du Bureau de formation et d'études, DISC, MIME
Vice-Président de CP Cambodia Co Ltd.

RÉFÉRENCES

Réponses au document G/SPS/GEN/816 de l'OMC.

Typologie de l'assistance SPS, document G/SPS/GEN/206.

Scoullar, B. et Perkins, N. 2008. AusAID Grant Funding to World Organization for Animal Health (OIE) for the Southeast Asia Foot and Mouth Disease (SEAFMD) Campaign. Rapport d'examen indépendant.

DANIDA. 2007. FIBOZOPA Project Annual Report 2007.

UE. 2007. Mid-term Evaluation of Multilateral Trade Assistance project Viet Nam (MUTRAP II). Rapport final.

Ignacio, L. 2007. "Overview of SPS-related assistance for Cambodia, Lao People's Democratic Republic and Viet Nam (2001-06)." Communication établie pour l'atelier sur l'Aide pour le commerce organisé par le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce pour l'Asie à Manille les 19 et 20 septembre 2007.

JICA. 2007. Final Evaluation Report on the Project for Improvement of Plant Quarantine Treatment Techniques Against Fruit Flies on Fresh Fruits in Viet Nam.

OCDE 2005. *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement: Appropriation, harmonisation, alignement et responsabilité mutuelle*. Adopté par le Forum à haut niveau tenu à Paris du 28 février au 2 mars 2005.

OCDE 2006. *L'aide au commerce: comment la rendre efficace*. Paris: OCDE. <http://213.253.134.43/oecd/pdfs/browseit/4306171E.PDF>

OCDE 2005. *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement: Appropriation, harmonisation, alignement et responsabilité mutuelle*. Adopté par le Forum à haut niveau tenu à Paris du 28 février au 2 mars 2005.

OCDE 2007. Assistance technique liée au commerce: Que nous apprennent les évaluations récentes? Paris: OCDE. <http://213.253.134.43/oecd/pdfs/browseit/4307051E.PDF>

OIE. 2007. "SEAFMD 2020. A Roadmap for Foot and Mouth Disease Freedom with Vaccination by 2020 in Southeast Asia" 2007. Unité de coordination régionale, Sous-Commission de l'OIE pour la fièvre aphteuse dans l'Asie du Sud-Est.

ONUDI. 2005. Market Access and Trade Facilitation Support for Mekong Delta Countries, through Strengthening Institutional and National Capacities Related to Metrology, Testing and Conformity (SMTQ). Pays du delta du Mékong (Viet Nam, RDP lao, Cambodge).

ONUDI. 2007. Rapport final. "Market Access Support through the Strengthening Institutional and National Capacities Related to Metrology, Testing and Conformity" financé par le SECO.

ONUDI. 2007. Évaluation indépendante "Market Access Support through the Strengthening Institutional and National Capacity Related to Metrology, Testing and Conformity" financé par le SECO.

Van der Meer, K. 2007. Overview of SPS Capacity Building Needs Assessments and Compliance Studies for Cambodia, Lao PDR and Viet Nam 2001-2006. Étude réalisée pour le compte du FANDC.

Van der Meer, K et Ignacio, L. 2008. SPS Balance Sheet for CLV: Strengthening links between supply and demand of SPS-related technical assistance in a sub-group of ASEAN countries (Phase 2). Étude réalisée pour le compte du FANDC.

OMC. 2000. Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires, document G/SPS/GEN/206 intitulé "Typologie de l'assistance technique", 18 octobre 2000.

OMC. 2008. Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires, document G/SPS/GEN/816 intitulé "Demande de renseignements sur les bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS" 18 janvier 2008.
